

## LE ROLE SOCIAL DES CLASSES MOYENNES EN TURQUIE<sup>(1)</sup> ET EN PROCHE - ORIENT

*Hilmi Ziya Ülken*

La Conférence de table ronde sur le rôle des classes moyennes dans les pays économiquement insuffisamment développés de la Méditerranée a été convoqué par l'Association Internationale de Sociologie et par les subsides de l'Unesco en 11-19 Avril, 1956, à Zagreb. La conférence avait élu à la présidence, le délégué yougoslave M. Mandić, mais l'I.S.A. avait nommé M. Haesaert, directeur scientifique et Mme. Versichelen, la secrétaire de la Conférence. Les membres participants étaient les suivants : Hassan El-Saaty, (Ain Shams University Cairo), John Koty (Orlinda Child Pierce College, Greece), Oleg Mandić (Université de Zagreb), H. Z. Ülken (Université d'Istanbul); A. Bonné (Université de Jérusalem), Ehsan Naraghi (Université de Téhéran), A. Karim Yafi (Université de Syrie) directeur scientifique J. P. Haesaert (Université de Gand), Mme. Versichelen (lectrice à l'Université de Gand). — M. O. Handlin (de U.S.A.) et V. Berestnev (de URSS), M. Balandier (de Paris), M. Friedmann (de l'UNESCO), M. Lukić (de Belgrad) prenaient part comme observateur.

Mme. Versichelen avait préparé le rapport général<sup>2</sup> provisoire, d'après les textes photocopiés des membres, dans lequel elle donnait une idée générale sur les points communs et les caractéristiques des rapports qui seraient le sujet de discussion dans la conférence. Le rapport général contient les objectifs généraux, l'établissement des rapports nationaux, et ses contenus ; dans lesquels elle expose les particularités qu'elle a rencontré dans la définition de " classe moyenne ", les obstacles à l'étude de la stratification sociale, les critères employés pour déterminer une classification sociologique, l'existence de classes moyennes et les catégories professionnelles qu'elles englobent, rôle de classes moyennes dans le développement économique et social.

Selon le rapporteur général, au moment de la rédaction il y avait sept

---

1) La forme plus élargie et complétée de cette conférence sera publiée en turc.

2) La publication de tous les rapports des délégués participants étant impossible, nous nous contentons du rapport général.

rapports nationaux concernant l'Égypte, la Grèce, l'Israël, la Yougoslavie, l'Iran, le Maroc et la Turquie. Entre eux existent de profondes différences.<sup>1</sup> Tout d'abord leur étendue est très variable : elle va d'une douzaine de pages (Yougoslavie, Afrique du Nord) à quarante six pages (Turquie). Les rapports diffèrent aussi par lequel ils exposent leur sujet. Certains ont mis en lumière l'état actuel de la stratification sociale dans leur pays : Yougoslavie, Égypte, Israël, Iran ; d'autres ont attaché plus d'importance à l'histoire, à l'évolution des différentes classes : Turquie, Grèce.

Les renseignements statistiques recueillis ne permettent pas une comparaison générale. Le chiffrage se heurte partout à d'énormes difficultés. Il est particulièrement ardu dans les pays où l'insuffisance des statistiques contrarie une présentation rigoureuse. Cependant, la plupart des rapporteurs ont réussi à donner un aperçu général sur l'effectif de la classe moyenne dans leurs pays respectifs. Quant au rôle de la structure sociale, les rapports diffèrent par la méthode d'approche : Certains se placent à un point de vue politique, d'autres se contentent d'examiner par quoi les classes moyennes ont contribué au développement économique.

En ce qui concerne le contenu des rapports, le rapporteur général expose d'abord les définitions différentes de " classe sociale ". Elle trouve que la première difficulté consiste dans l'absence d'une définition de la classe et particulièrement de la classe moyenne. Les rapports selon Mme. Versichelen se heurtent aussi à la difficulté d'établir une définition de la classe moyenne. La plupart n'en donnent pas plus ou moins aux catégories de définitions marxistes et non-marxistes. " L'étude très fouillée sur la Turquie et celle sur l'Égypte soulignent le caractère vulnérable et la position flottante qu'occupent les classes moyennes dans la hiérarchie sociale. " Elle cite de notre rapport les phrases suivantes : " Ala limite, il y a beaucoup de degrés flottants entre les classes supérieures et inférieures. [p. 4-5]. Ce caractère de vulnérabilité est rejeté dans le rapport sur Israël ; les conditions sociales propices au développement d'une classe moyenne y sont complètement différentes. De même, en Yougoslavie, le terme " classe moyenne " n'est applicable à aucun des groupes sociaux. Le rapport concernant l'Afrique du Nord fournit une définition précise de la classe moyenne : elle est basée sur le niveau de vie. Par contre, l'étude relative à l'Iran souligne les différences énormes au point de vue con-

---

1) La différence ne provient pas seulement de leur contenu, mais en même temps de leurs conceptions et de la méthode qu'ils utilisent pour traiter leur sujet. Quelques uns sont enclins à l'interprétation subjective [Note de l'auteur de cet article].

sommatum, niveau d'instruction, genres de mentalités qui existent parmi les populations qui, sur la base du revenu, occupent une place moyenne dans l'échelle hiérarchique.

Tous les rapports, soulignent la pénurie de renseignements susceptibles de donner une représentation numérique des différentes classes existantes. Certes, dans aucun pays, même en Amérique, et en Europe occidentale, les statistiques officielles ne donnent pas des détails précis et minutieux sur la stratification sociale : la plupart des rapporteurs ont dû se contenter d'instruments statistiques assez sommaires.

La connaissance des milieux sociaux est, pour bien des pays, encore un luxe : l'urgence des problèmes quotidiens dans les régions en état de transformation économique et la pénurie de cadres adéquats expliquent que des enquêtes sociales approfondies, des statistiques, même générales, précises, y sont peu nombreuses.

Au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Iran, n'existent ni recensement général de la population, ni dénombrement de l'activité économique, ni renseignements sur la contribution fiscale des différents groupes sociaux (voir le rapport sur l'Iran, p. 1 . celui sur l'Afrique du Nord, p. 1.). Les renseignements quantitatifs qui nous sont transmis reposent le plus souvent sur des estimations et des indices (voir le rapport sur l'Afrique du Nord, p. 2 et 3).

Le terrain est encore moins défriché lorsqu'il s'agit d'enquêtes en profondeur. Le rapporteur égyptien souligne le manque général d'enthousiasme dans son pays pour des recherches sur la stratification sociale, ainsi que la résistance et la méfiance de la part de la population envers toute entreprise de ce genre.

Israël semble disposer de quelques relevés statistiques récents, relatifs notamment à la distribution des revenus. De même, l'Égypte, la Yougoslavie et la Turquie possèdent quelques statistiques économiques et sociales officielles et, en ce dernier pays, il existe même plusieurs monographies urbaines et rurales intéressantes.

Pour décrire les caractéristiques des classes sociales, les rapporteurs usent à la fois de critères objectifs directs (la possession ou la non-possession des moyens de production, la place occupée dans le processus de production, l'importance des revenus, l'éducation) et de critères plus indirects, plus subjectifs (le statut social, le style de vie, l'idéologie).

Lorsqu'il s'agit de délimiter les classes sociales ou de déterminer les effectifs dans chaque catégorie et plus spécialement dans la catégorie moyenne, les rapporteurs sont contraints d'user de critères, d'indices plus ou moins caractéristiques.

Le critère " revenu " a été le plus souvent mis en évidence. Il est pris comme base de délimitation dans les rapports sur l'Iran, l'Israël et la Turquie, tandis que le rapport sur l'Afrique du Nord l'emploie pour définir la classe moyenne. Pour la Yougoslavie, c'est le fait d'être propriétaire ou non des moyens de production ainsi que la profession manuelle ou non qui jouent un rôle déterminant dans la classification des individus, bien que le rapport souligne la difficulté d'établir des catégories par la présence dans ce pays d'un grand nombre de personnes " hybrides ",<sup>1</sup> qui, d'une part, vivent du salaire qu'elles touchent à l'entreprise où elles sont employées et qui, d'autre part, jouissent du revenu provenant de leurs terres, qu'elles travaillent elles-mêmes (p. 10) : ces individus ne sont ni ouvriers, ni paysans, mais conservent des caractères qui sont propres à chacune de ces catégories.

Dans l'étude sur l'Égypte le critère " profession ", ou plutôt, le rang qu'occupe l'individu dans un secteur économique déterminé, est corrigé par le critère " éducation ", chaque fois que la profession seule n'est pas déterminante. Il en est ainsi pour l'industrie du bâtiment, le transport et la poste, les services publics, les services personnels.

Si nous prenons comme point de départ la définition la plus générale et la plus neutre de classe moyenne, notamment celle qui définit ses membres comme n'appartenant ni à la classe supérieure, ni à la classe inférieure, nous concluons qu'il existe dans les divers pays envisagés un noyau ou des noyaux plus ou moins importants de personnes qui se situent à cette place " entre deux " sur l'échelle sociale.

La seule échelle qui puisse s'appliquer dans ce cas est nécessairement construite sur la base de quelques critères objectifs (revenu, profession, éducation) et considère comme acquise la possibilité de définir la classe sociale en fonction de ces critères. Or, divers rapporteurs ont mis en évidence que dans leur pays la situation économique privilégiée de certaines catégories de la population (par exemple les propriétaires fonciers en Iran) n'engendre nullement un genre de vie différent, ni une discrimination sociale. Le rapport sur l'Iran souligne que l'élément religieux est pour beaucoup dans les rapprochements entre les différentes classes sociales (Iran, p. 2).

---

1) A la même place nous utilisons le mot " amphibie ".

Quoi qu'il en soit, il existe dans les pays qui bordent la Méditerranée, tout comme en Europe occidentale et en Amérique du Nord, non pas une catégorie de la population qu'on pourrait appeler classe moyenne, mais bien plusieurs classes moyennes.

Ça et là, dans des régions rurales en voie de modernisation (dans le Nord de l'Afrique, p. 7) ou soumises à des réformes agraires (Egypte, voir p. 7); (Turquie, voir p. 29), une classe moyenne campagnarde est en voie de se constituer.

La nouvelle classe moyenne qui semble être appelée à jouer un rôle dans le développement économique, apparaît toutefois comme un phénomène surtout urbain. Le rapporteur égyptien note à ce propos que seulement 1/5 de toutes les classes moyennes en Egypte, habite dans des centres urbains : mais il ajoute que cette minorité joue le plus grand rôle dans le développement économique et social de l'Egypte (voir p. 17).

Selon Mme Versichelen dans les différents pays envisagés, ces classes moyennes semblent être composée de catégories professionnelles semblables, bien que leur niveau de vie, leurs mentalités puissent différer d'un pays à l'autre. Nous y trouvons : les artisans (seulement ceux dont le revenu permet une certaine stabilité) ; en effet, nombre d'artisans sont encore attachés à un métier traditionnel qui ne leur assure qu'un revenu extrêmement bas (Iran, p. 13; Turquie, p. 30-31); les petits commerçants ; les ouvriers qualifiés (leur revenu, selon les rapports sur l'Iran, Israël et la Turquie, les range parmi les classes moyennes ; ils jouissent d'ailleurs d'un grand prestige) ; les moyens propriétaires urbains et ceux qui habitent près des grandes villes (d'après le rapporteur grec les paysans propriétaires qui habitent près des grandes villes ont acquis le même niveau de vie, la même mentalité, les mêmes aspirations que les classes moyennes inférieures de la métropole (voir p. 11); les fonctionnaires et les employés (le rapporteur turc fait remarquer que les revenus extrêmement bas des *petits* fonctionnaires et des *petits* employés n'autorisent plus de considérer ces personnes comme faisant partie des classes moyennes, p. 36) ; enfin les professions libérales.

La distinction entre les classes moyennes inférieures et les classes moyennes supérieures se retrouve également. Dans ces dernières on range le plus souvent les professions libérales et les hauts fonctionnaires (Turquie, Iran). Les professions libérales jouissent d'un prestige social considérable mais elles ne constituent pas un corps puissant et indépendant face à la classe des grands propriétaires et des commerçants riches (voir Iran, p. 15). En Grèce, elles sont classées parmi la bourgeoisie inférieure, tandis que les gros industriels,

les gros commerçants, les financiers forment la couche supérieure de la bourgeoisie. Seule l'aristocratie traditionnelle constitue encore, en ce pays, la vraie classe supérieure. Dans les derniers temps, la minorité que forment les classes moyennes supérieures tend de plus en plus à s'assimiler et même à se substituer à l'aristocratie traditionnelle (voir Grèce, p. 16).

Parmi les sept rapports analysés, quatre donnent une idée approximative du nombre de personnes dans le pays entier, qui pourraient être considérées comme appartenant aux classes moyennes (Israël, Afrique du Nord, Egypte, Yougoslavie.) D'autres rapports fournissent des renseignements partiels (Turquie).

Pour déterminer dans quelle mesure les classes moyennes contribuent au progrès économique et social dans les pays envisagés, le rapporteur général analyse les différents rapports de plus près : les situations se présentent alors d'une façon assez hétérogène. En Egypte, le système des classes n'est pas rigide : l'éducation aussi bien que la fortune permettent à l'individu de s'élever. Cependant, l'ascension sociale est pratiquement exclue pour les couches inférieures de la population rurale et villageoise. Pour ne rien dire de leur pauvreté extrême et leur fatalisme, elles sont si ignorantes qu'elles acceptent leur condition de vie avec résignation. Elles constituent la majorité de la population rurale. La réforme agraire de 1952 commence à provoquer une augmentation considérable des classes moyennes rurales. Comme ces classes sont réputées pour leur labeur, leur zèle et leur sens familial, leur accroissement contribuera certainement au développement de l'agriculture. D'un autre côté, ces familles moyennes rurales s'efforcent de donner à leurs enfants une éducation plus poussée et les préparent ainsi à joindre un jour les instituteurs, les ingénieurs, les juristes, etc..

Le niveau d'instruction et le niveau de vie sont deux éléments importants d'intégration à la société nouvelle. Leur élévation est précisément une caractéristique des nouvelles classes moyennes. Aussi, à mesure qu'on envisage les couches supérieures de ces classes, constatons-nous une stabilité croissante : de nouvelles valeurs communes se développent dans leur sein (voir Iran, p. 11). En effet, cette couche de la population se développe surtout par l'introduction d'une activité économique de type européen ; celle-ci a fort augmenté le nombre des emplois offerts à la population locale : non seulement les manoeuvres et les ouvriers non spécialisés en ont profité, mais aussi et surtout les ouvriers qualifiés, techniciens de tous ordres, cadres administratifs et techniques. Comme une certaine instruction est nécessaire pour accéder à ces emplois, ceux-ci contribuent pour une large part à l'élévation du niveau d'ins-

truction (voir Afrique du Nord, p. 5). De cette façon, en élevant le niveau d'instruction et le niveau de vie d'une partie considérable de la population, les classes moyennes peuvent jouer un rôle efficient dans l'évolution sociale des pays en état de transformation économique.

Sur le plan économique, le rapport sur l'Iran attribue aux classes moyennes un rôle passif : elles ne peuvent déclencher elles-mêmes leur développement ; elles subissent plutôt qu'elles ne motivent la vie économique ; elles forment un pont entre la production et la consommation et leur prospérité dépend d'elles. Dans un pays où 80 % de la population est composée de paysans illettrés, rien de constructif et de durable ne pourrait être réalisé par eux, sans un soutien effectif des pouvoirs publics et une politique de planification et d'investissement (voir p. 16).

Nous retrouvons la même idée sur la passivité économique des classes moyennes dans le rapport sur la Turquie ; l'auteur y reprend l'idée de Simiand : les classes moyennes attendent la formation de cadres nouveaux pour s'y adapter (voir Turquie, p. 6). D'autre part, ce rapport ajoute qu'une partie des classes moyennes, étant moins sensibles aux fluctuations conjoncturales que les grandes puissances économiques, donnent l'équilibre et la stabilité à la vie économique et sociale (p. 7).

Le développement culturel et économique de la Grèce à la fin du 18<sup>e</sup> et au début du 19<sup>e</sup> siècle a été, selon le rapporteur, l'oeuvre des classes moyennes. Après la révolution, ce sont elles encore qui par leur initiatives ont développé le commerce et l'industrie. Dans le domaine culturel, les classes moyennes ont également été bien représentées : les plus grands poètes, écrivains et artistes sont issus de cette classe.

En Israël, selon le rapporteur, les classes moyennes n'ont pas encore eu de rôle économique ou social. Elles n'auraient rien réalisé durant la phase des pionniers. Elles n'auraient pas pris de risque et par leur mentalité conservatrice et peu entreprenante elles s'auraient rendues suspectes. Ce n'est qu'après 1950, qu'elles ont participé au développement de certaines branches de l'économie (plantations de fruits, industrie de bâtiment, industrie métallurgiques et de précision). Elles ont toutefois contribué au développement du pays par leurs capitaux (apportés de leurs pays d'origine ou fruit de leur épargne).

## LES CLASSES MOYENNES EN TURQUIE

### *La définition du problème :*

Le titre de 'Classes moyennes des pays sous-développés' nous incite, avant de traiter le sujet, à une définition des termes.

Qu'est ce que nous entendons par 'classe sociale'? Pour s'entendre sur le sens de ce terme il nous faut remonter jusqu'à la moitié du XIXe siècle : la société bourgeoise, selon Marx, se compose de trois classes : 1, les capitalistes ; 2, les classes moyennes ; 3, la classe ouvrière ; et tout de suite, il s'ensuivrait sa prédiction célèbre sur le déclin de la petite industrie dans un avenir prochain (Manifeste, Capital, etc.). Les classes moyennes survécues jusqu'à présent, les petits commerçants, les artisans, les rentiers seront absorbés dans l'avenir par le prolétariat. Ce n'est pas seulement les pionniers du marxisme, mais aussi d'autres économistes, sociologues, tels Oppenheimer, Bücher, etc. ont soutenu cette thèse ; et les événements de la seconde moitié du siècle passé les avait confirmés.

Mais, malgré ces prédictions et les arguments allégués pour les confirmer à l'aube de notre siècle, nous avons vu beaucoup de cas qui les contredisaient, et par conséquent il eut fallu d'intervenir de révisions dans ce qu'on avait dit sur les classes moyennes. Ces cas intéressants nous ont obligé de voir que les classes moyennes sont en rétablissement graduel, même progressif par des poussées des inventions modernes ; les moteurs électriques, le moteur de Diesel s'accordent non pas avec les grandes entreprises, mais plutôt avec les petites entreprises. Particulièrement, les pays de l'Europe Occidentale et Centrale nous donnent des exemples illustrant ces événements. Sur ce point les socialistes tels que Bernstein, de Man, Jaurès, Vanderweld, etc. sont d'accord avec les sociologues.

Le mot de classe était utilisé d'abord pour les catégories entre lesquelles les citoyens étaient divisés au point de vue du rang social occupé par chacun d'eux. Le mot, après la Révolution française, était lancé surtout par les auteurs socialistes. Mais on confondait, quand même, la classe, l'état, le rang, la hiérarchie, parfois même les castes. A l'exception de ces dernières qui n'existent actuellement que dans l'Inde, tous ces termes signifient une gradua-

tion progressive dans une classe, tandis que celle-ci est séparée d'une autre classe par une barrière et par un niveau de vie qui dépendent de la condition d'existence ; et quoique le passage en droit d'une classe à une autre est possible, elle ne l'est pas en fait. C'est ce qui avait donné l'occasion de parler d'une lutte de classe, idée originalement inspirée du darwinisme.

De même, les sociologues-anthropologistes, tels que Gumplovicz veulent tirer les classes d'une origine ethnique des groupements, et de leur stratification selon le rang qu'ils occupent dans la lutte des races. Mais les recherches récentes postérieures n'ont pas confirmé leur thèse : d'après ces recherches, les castes des Indes qui nous apparaissent comme un stratification raciale ne sont en réalité que le résultat d'une solidarité organique de plusieurs groupements autour du culte du sacrifice. Les sociologues comme Durkheim, Pareto, et les juristes comme Léon Duguit veulent expliquer la classe par la division du travail, sans tenir compte de l'importance du niveau de vie et les effets qui en dérivent. D'après certains sociologues-économistes tel que Sombart le problème de classe avait pris son rôle prépondérant dans ces derniers siècles de l'Europe que cet auteur aime à désigner par le nom de 'l'ère économique' et selon lui après avoir vaincu cette période de crise dite capitaliste, le problème perdra de son importance. Afin de mettre en lumière les résultats obtenus, à l'exclusion des théories considérées, nous pouvons constater ces points : 1, il y a une quantité de personnes considérées comme membre d'un même classe, mais qui attestent en fait, des différences sociales apparentes. 2, le statut social des hommes qui n'ont pas une source unique de revenu, comme les cultivateurs-ouvriers (ou industriels-agriculteurs) est indéterminé. 3, le facteur économique n'est pas le facteur unique pour délimiter les classes.

En effet, ce n'est pas le lieu d'approfondir les travaux sociologiques sur le rôle des facteurs multiples. Selon Oswald Spengler la classe sociale est, avant toute chose, un problème de culture : quand on parle de culture, il faut entendre par là non pas la connaissance d'un individu ou d'un groupement, mais l'ensemble des habitudes, des idées, des normes et des modes de vie qui caractérisent les rangs sociaux. Selon Arthur Bauer la classe sociale est la synthèse des facteurs variés. Les classes sont exprimées par les idées, les croyances et les habitudes dirigées par la nature du travail. L'ensemble des facteurs économiques et culturels déterminent la classe. Selon Mc Iver la classe sociale est un secteur d'une communauté, séparé particulièrement par son statut social. Les recherches très récentes de Lloyd Warner et de ses collaborateurs (publiées en six volumes) approfondissant la situation de la stratification sociale aux Etats-Unis, ont mis en lumière qu'il y en a aux Etats-Unis six classes irréductibles les unes aux autres. L'objet principal de ces au-

teurs était surtout l'étude d'une cité Yankee dont les institutions sont en changement perpétuel de la culture traditionnelle à la culture moderne. Ces six classes sont les suivantes : 1, au dessus du supérieur ; 2, supérieur ; 3, supérieur-moyen ; 4, moyen-inférieur ; 5, au dessous du moyen ; 6, le plus bas.

Les familles traditionnelles bien établies, qu'elles soient riches ou pauvres, occupent le sommet du pyramide social. Car les nouveaux venus, même quand ils arrivent au degré ultime dans la concurrence, ne peuvent pas prendre la place d'honneur dans la hiérarchie sociale. Ces auteurs ont étudié les institutions sociales, la vie du travail par des enquêtes, observations, questionnaires, données statistiques et par des perspectives historiques. Ils tenaient compte, les monographies, les complétaient par les profils des personnes morales : ils nous montrent une certaine fixité dans le caractère de classes résistant au changement social.

Elles se diffèrent l'une de l'autre selon l'ordre économique, le statut social, et le degré culturel. Ici, nous envisageons la division du travail selon a) la différenciation des fonctions ; b) l'échelle du prestige ; c) le degré de culture ; d) la quantité du gain et du revenu ; e) enfin, les facteurs biologiques, tels que l'âge, le sexe, la race, etc.

Maurice Halbwachs distingue, non sans raison, tant de point de vue historique que de point de vue actuel, les classes paysannes et les classes dite urbaines de la civilisation industrielle : (M. Halbwachs, *Esquisse d'une psychologie des classes sociales*, 1955). On a coutume de classer aujourd'hui les cultures traditionnelles et industrielles qui correspondent à la distinction de Halbwachs. Balandier, par exemple, en parlant des motivations économiques en un milieu coutumier et en milieu 'moderniste' entendait la même chose, s'appuyant sur les recherches des anthropologues social, tel que Klineberg, Herskovitz, etc. (Bulletin International des Sciences Sociales, Vol. VI, 1954).

Qu'entendons nous par 'classe moyenne' au pluriel ? Cela veut dire qu'il n'y a pas une classe unique, mais un ensemble des classes rapprochées par certains caractères communs. Halbwachs énumérait, à cet occasion, les artisans, les employés et les petits fonctionnaires. Il faut ajouter à cette liste les petits commerçants, les petits propriétaires des villes et des campagnes, une partie des professions libérales ou semi-libérales. Car, à la limite, il y a beaucoup de degrés flottant entre la classe supérieure et inférieure. Ce caractère de fluctuation permanente avait mis au jour la conception marxiste.

Bien qu'il y ait certaines divergences entre les auteurs étudiants les classes moyennes, en s'appuyant sur les caractères communs entre eux, nous présentons le tableau suivant :

A. Les artisans : ceux qui ont des métiers de toute sorte, sans être ni patron ni ouvrier, car ils sont l'un et l'autre à la fois, travaillant dans des petits ateliers. Beaucoup d'espèces de leurs produits sont irréalisables par la fabrication à la machine, et même, la grande industrie en a propagé de nouveaux : tels que le chauffeur, l'installateur, le réparateur des accessoires, etc.

B. Les fonctionnaires occupent une place importante dans tous les régimes, sous des noms différents et leurs tâches ne peuvent jamais être absorbées ou assimilées à un travail manuel ; car ils font un travail intellectuel au nom de l'Etat, ils sont soumis non pas à l'autorité du patron, mais à l'autorité publique : ils sont dirigés par une discipline particulière, et quoiqu'ils aient un pouvoir minime, ils partagent cependant la volonté nationale.

C. Les employés sont situés entre les fonctionnaires et les ouvriers : en tant qu'ils sont soumis, au moins, partiellement aux entreprises privées ils peuvent être considérés comme salariés ; mais, parmi lesquels il y a des ingénieurs, des architectes, des artistes qui sont à la limite de la classe supérieure et parfois ils peuvent y entrer.

D. Les professions libérales prennent place dans les classes moyennes autant qu'elles ne dépassent pas un niveau de vie moyen, mais elles sont sur le terrain le plus favorable pour passer à la classe supérieure : par exemple, les artistes, les avocats, les médecins, les libraires et éditeurs, les ingénieurs, les chimistes, etc.

E. Les petits commerçants : les boutiquiers, les commis-voyageurs, etc.

F. Les petits propriétaires urbains : sont des rentiers qui vivent en louant leur maison, et les propriétaires ruraux, qui vivent en labourant leurs champs eux-mêmes ou par des fermiers.

Les classes moyennes, en dépit des différences qui les séparent au point de vue du revenu, de la morale, de l'organisation et de la solidarité, ont certains caractères qui les rapprochent les unes des autres : toutes ces classes ont à peu près le même standard de vie et souffrent de la même manière de l'inflation, de la cherté de vie, de la pression des grands capitaux et la plupart, au moins, sont au même niveau intellectuel assez spécialisé et parfois dépassant celui de la classe supérieure, ce qui les distingue de ceux-ci aussi

bien que de la classe ouvrière. Bien qu'une partie de ces classes dépend au pouvoir politique et une autre partie en soit totalement indépendant, caractère qui les met à deux pôles opposés des morales actuelles, l'une par sa soumission à l'autorité publique, l'autre par sa liberté vagabonde, ces parties quoiqu'elles paraissent si éloignées, doivent cependant s'appuyer l'une à l'autre sous la contrainte des mêmes besoins et des mêmes dangers. Ainsi que la solidarité professionnelle propagée si énergiquement par Léon Bourgeois, par Emile Durkheim, etc. peuvent se réaliser surtout dans les circonstances sociales qui rapprochent ces deux parties des classes moyennes.

Les classes moyennes, selon l'expression de Halbwichs, forment la catégorie sociale très enbranlée par les fluctuations économiques, notamment dans les périodes de resserrement et de régression, mais qui manifeste une notable résistance et même une faculté remarquable de reconstruction. (Psychologi des classes sociales.) Comme le dit Simiand, " ces classes diminuent en un certain sens, dans certains cadres, et cependant elles se maintiennent et se développent en un autre sens et dans d'autres cadres. Mais elles ne les créent point par ses propres efforts. Elles attendent que ces cadres se forment pour s'y adapter. " (*La vie ouvrière et le niveau de vie.*)

Si les classes sont une réalité, les nations en sont une autre. Marx n'avait pas raison de dire que les classes forment la réalité ultime : bien au contraire, ce qui est primordial, c'est la société globale. Et chaque nation a son système de classe, propre à elle-même : parmi les plus développées il y a des différences considérables au point de vue de ce système : en Angleterre il y a eu de bonne heure une classe ouvrière et industrielle développée, parmi laquelle les classes moyennes sont maintenues traditionnellement. En France, on s'oriente vers la grande industrie avec un certain retard et la résistance des classes moyennes est plus sensible. En Allemagne on trouve encore les survivances du régime corporatif et les traces de la féodalité.

Lamprecht a fait voir qu'après la Seconde Guerre mondiale, l'artisanat de l'Allemagne, au lieu de perdre sa valeur, a été plutôt renforcé ; car les artisans dont l'âge dépasse 45 ans constituent le 1/3 tandis que la majorité (2/3) se compose de jeunes gens<sup>1</sup>. D'autre part, la dispersion géographique de la petite industrie selon le même auteur, est un privilège du point de vue de la défense contre les attaques aériennes. Cette industrie est un élément d'équilibre pour la tension des classes. Les économies nationales, basées sur

---

1) Cité par Orhan Tuna dans son *Petite Industrie en Istanbul et ses problèmes actuels*, 1950, Istanbul.

les grandes entreprises, sont beaucoup plus sensibles aux fluctuations conjoncturales que les économies d'entreprises moyennes restreintes. Par suite, la petite industrie et les classes moyennes jouent le rôle assurant l'équilibre et de stabilité non seulement dans la vie économique, mais dans la vie sociale en général. Cependant, la morale de concurrence ("lutte pour la vie" de notre siècle) l'emporte souvent sur la morale solidaire ; mais, cela ne veut pas dire que celle-là a la suprématie sur celle-ci. Il ne faut pas oublier, aussi, que les partis politiques ont un certain dédain envers ces classes. Non seulement les idéologues de deux fronts opposés, mais la curiosité des universités resta longtemps indifférent pour les classes moyennes, expansives dans la première moitié du XXe siècle. Cela provenait de l'influence cachée de l'idéologie marxiste et de l'insuffisance des études monographiques en sociologie. Aujourd'hui la psychologie sociale, l'anthropologie culturelle viennent de combler cette lacune dans l'étude des classes de cultures différentes.

Quant aux pays situés en dehors de la civilisation euro-américaine, la différence est beaucoup plus frappante, surtout au point de vue des différences culturelles. Mais il nous faut se rappeler que ce n'est pas toujours le signe de l'évolution, comme l'avait si bien noté Herskovits. Le terme de "sous-développé" doit être substitué, selon P. Mukerji, par un terme plus dynamique<sup>1</sup>. Pour Lévi-Strauss, les sociétés dites "sous-développées" ne sont pas seulement réceptrices, mais elles donnent en même temps quelque chose à la culture moderne. Avec certaines réserves, nous pouvons utiliser ce terme seulement dans le sens technique. L'ensemble du système des valeurs, les arts, la morale, la religion, etc. reste en dehors de cette définition.

---

1) Les termes couramment employés dans ces dernières années tels que "développé", "non-développé", "insuffisamment développé", "sous-développés" ne nous paraissent pas très heureux. Si l'on entend par ces termes un changement social dans le sens strictement technique, comme l'avait voulu M. Herskovits, le terme est mal placé. Si l'on veut étendre la signification de ces termes au système des valeurs en général, il y a beaucoup de cultures qui sont loin encore d'adopter la civilisation euro-américaine, aussi bien qu'elles ont adopté la technique moderne avec grand succès. Quant à l'esprit scientifique qui caractérise la culture moderne, il n'est pas moins développé chez ces peuples qui résistent contre la religion, la morale et la tradition des occidentaux. Alors, dans l'embarras de trouver un terme plus précis, nous adoptons ce terme sous certaines réserves, dans le sens du développement technique et de la civilisation industrielle, comme une conséquence du changement dans le système des valeurs. Par exemple la crise religieuse et morale, la crise dans la conception de l'art, etc. dont la culture européenne n'est pas exclue, quoiqu'elles aient une importance primordiale, nous ne nous en occuperons pas ici. Ces problèmes qui peuvent être exprimés sous le titre de "Changement des tables de valeurs des cultures actuelles" sera le sujet d'une autre discussion..

Le sujet dont on traite ici, étant le rôle des classes moyennes du Proche-Orient, nous devons chercher les affinités de ces classes avec celle des nations européennes, puis, sa situation en Asie en général, enfin la situation des classes moyennes en Turquie se rapportant aux autres pays de la région. Il faut noter d'abord que le pays dans lequel ces classes sont les plus protégées, est la Belgique. Ce pays a un Ministère spécial pour arranger et améliorer le statut social de ses classes. Les publications officielles démontrent qu'elles ont droit de la protection vigilante des pouvoirs publics. Le projet de budget pour 1953 permet de se rendre compte les subsides qui touchent à une somme de 52.000.000 frs. belge. Le projet de la loi dit que " l'accroissement des classes moyennes est une réalité des temps présents. Mais elles sont confrontées avec de nombreux dangers. Le chômage en est le principal, et nous pouvons les éviter par la solidarité professionnelle". Dans les autres pays, par exemple en Angleterre, en France il y a des institutions analogues.

Dans les pays économiquement sous-développés, l'infiltration des capitaux étrangers écroula l'industrie traditionnelle, et la constitution forcée de la bourgeoisie sous la contrainte de ces capitaux ont des conséquences tout à fait différentes des pays européens : ou bien la classe nouvelle se constitue par des protégés de l'influence étrangère, par des minorités, ou bien elle est constituée par des bureaucrates bourgeoisés, incapable à l'entreprise économique. L'absence de l'éducation de base, l'emprise des analphabètes, la domination du " prélogique " furent des entraves à l'expansion et le redressement des classes moyennes en Moyen-Orient et Extrême-Orient. Surtout dans les pays où la tension des classes est enflammée par l'agitation étrangère, les classes moyennes peuvent se retenir que par des mesures excessives.

#### *Les derniers jours de l'Empire Ottoman*

La chute de l'Empire Ottoman et le réveil des nations nouvelles qui le dépendaient depuis des siècles a relevé le problème des classes moyennes en Proche-Orient. Les Turcs, dirigeants de l'Empire, étaient cultivateurs, guerriers et fonctionnaires tandis que les minorités non musulmanes constituaient plus que la moitié des artisans des commerçants surtout après l'infiltration des capitaux étrangers. Quant aux sujets arabes, kurdes ou circassiens, ceux-ci gardaient leur tradition tribale, et dans leurs communautés rurales ou urbaines ils se soumettaient à un régime primitif féodal avec leur famille indivisée maternelle ou agnatique, avec leur vendetta. Depuis la décomposition de l'Empire, les classes moyennes sont partiellement en expansion dans les nations Balcaniques.

Les autres parties de l'Empire se trouvaient dans les conditions moins favorables. Chez les Turcs, ces classes étant limitées aux fonctionnaires, employés et petits propriétaires à revenu fixe, elles ont souffert le plus de la fluctuation économique, et surtout de l'inflation. L'industrialisation du pays n'était possible que par l'intervention stricte de l'Etat. Chez les Arabes quasi-féodaux des tribus ou des villages (Wâha) les Cheyks sont parfois richissimes aux détriments de leurs fermiers, et, dans ces conditions il est extrêmement impossible d'y chercher les classes moyennes.

En Turquie, la classe dirigeante de l'Empire se composait des Turcs ou des éléments assimilés par les Turcs. Si nous faisons une ébauche de la carte pour les classes sociales en Turquie, nous pouvons les distribuer ainsi : — à Istanbul toutes les classes sociales sont les plus prononcées ; au nord, la terre étant insuffisante les paysans sont pauvres et doivent vivre par un travail auxiliaire qui les pousse à la migration périodique ; les classes moyennes sont très limitées, tandis qu'il y a une classe de marchands et industriels assez riche. A l'ouest dans certaines provinces nous rencontrons les propriétaires possédant des domaines vastes cultivant leur terre par les métayers. Mais dans la plupart de cette région les petits propriétaires sont en majorité. Vers le centre le nombre des petits propriétaires augmente, et ça va jusqu'à Diyarbakır. A la limite de cette région il y a des " cheyks " et des " Aga " possédant des grands domaines dans lesquelles les habitants de plusieurs villages sont presque des fermiers et des métayers ; cette région dont une petite partie se compose de minorité kurde, garde partiellement le caractère des anciens tribus turcs et turkomans. Le caractère entièrement sédentaire de l'Anatolie Centrale composé de paysans cultivateurs et de petits propriétaires va jusqu'à Erzurum, à la frontière de l'est du pays. La migration de travail, comme la conséquence de cette distribution sociologique inégale, n'est pas négligeable dans certaines parties du pays. Un jeune géographe français, Xavier de Planhol, a étudié ce phénomène en Anatolie et l'a publié dans la Revue de Géographie alpine (Tome XI, 1952, fasc. IV.). Celui-ci n'étant qu'une esquisse, basée sur des observations superficielles, le problème attend des études profondes. Ce qui nous intéresse, c'est le mouvement migratoire des régions dont la terre est très limitée vers les centres industriels, tandis que dans les parties du pays ayant des classes moyennes assez développées, nous ne voyons pas un tel phénomène.

Après l'échange de population entre la Grèce et la Turquie en 1936, et depuis l'immigration des Turcs des Balkans en 1863, en 1912, enfin depuis l'immigration des Turcs de Bulgarie en 1950, les réfugiés établis vivant par

la culture de terre, de jardinage et des métiers ont une influence sensible sur l'expansion des classes moyennes en Anatolie : les réfugiés étant installés dans les régions occidentale et centrale du pays, le redressement de ces classes est plus prononcé dans ces régions.

Selon la note diplomatique envoyée à notre gouvernement on avait annoncé qu'en 1950, 250,000 turcs seront expulsés de la Bulgarie. Mais, par la fermeture des frontières et par l'entente entre les deux gouvernements, on a immigré seulement 154,000 personnes. Un classement sur 113,300 personnes, nous trouvons cette proportion :—

60,470	hommes	54.4%
52,880	femmes	46.6%

Parmi 52,350 personnes qui sont capables de travailler:—

36,350	68.8%	cultivateurs,
16,000	32.2%	artisans, petits commerçants et boutiquiers, industriels, fonctionnaires, élèves, ouvriers

Les réfugiés dénués de leurs richesses et immeubles devraient beaucoup travailler pour s'intégrer au milieu nouvel et pour se réhabiliter en tant que classe moyenne le secours du gouvernement est indispensable. L'intégration des réfugiés et leur nouveau statut social est un problème récent et extrêmement difficile, non seulement pour la Turquie, mais pour le monde entier. Actuellement, excepté les recherches statistiques rassemblées par le directeur de l'Institut de Sociologie de Hanovre, M. Müller, il n'y a que des livres de généralités de Jacques Vernañt et de Murphy avec ses collaborateurs. Mlle. Bilge Temel a étudié une phase de l'immigration et certaines conséquences de l'établissement sous le nom de "Greek-Turkish Population Exchange, An Analysis of the Conflict leading to the Exchange" (1949).

Depuis la chute de l'Empire Ottoman le système en vigueur de redressement économique par l'industrialisation du pays par l'intervention de l'Etat est une tendance publique provenant des classes moyennes : des militaires, des grands fonctionnaires, des fournisseurs en service de l'Etat. Et l'arrivée au pouvoir du parti Démocrate, quoiqu'elle ait renforcé d'abord les entreprises personnelles, et soutenu les grands propriétaires ruraux, il avait dû suivre peu après presque le même système du parti Peuple.

#### *Historique des classes moyennes en Turquie*

La Turquie a passé de trois périodes sociales : a) la monarchie féodale

homogène des Seltchoukides, b) la féodalité et la monarchie Ottomane, c) l'Empire Ottoman, hétérogène, héritier de l'Empire Byzantin et Abbasside.

A. Les classes sociales dans la monarchie Seltchoukide, après la concentration des pouvoirs féodaux ont acquis leur forme prononcée vers les débuts du XI<sup>e</sup> siècle : l'Etat était fondé par une dynastie qui avait adopté le système administratif irano-abbassien, mais son système agraire-militaire n'était que la continuation de la tradition turque des Khanat de l'Asie Centrale. Bien que la terre appartient à Dieu, le droit de propriété représenté par le Sultan devait être distribué parmi les chefs de l'armée et des tribus en fief militaire (*Timar* et *Zammet*). Ainsi, naquit, une sorte de classe féodale, mais tout à fait différente de la féodalité européenne. Car, les possesseurs de la terre n'avait pas le droit successoral absolu : aussi bien qu'ils sont des bons soldats, leur descendance pouvait garder ce privilège confié provisoirement par les Sultans.

B. Après l'invasion des Mongols et la défaite des Seltchoukides, les communautés migratrices des ordres mystiques prirent le pouvoir dans les villes et même parmi les nomades, et assurèrent la sécurité du pays. Ainsi se constitua le royaume Ottomane qui avait conquis l'Asie Mineure et la Péninsule Balcanique en s'appuyant à ces ordres militaires nés comme la réaction aux ordres Templiers ou Hospitaliers des Croisades. En outre, l'organisation économique-religieuse des "Akhis" était répandue dans toute l'Anatolie, assurait la sécurité des provinces pendant la chute des Seltchoukides et quelquefois prenait le pouvoir régional par ses communautés municipales. Elles rattachaient presque tous les artisans du pays à un corps solidaire : Ibn Batûta, le voyageur arabe, raconte qu'en parcourant l'Anatolie du sud au nord (au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle) avait rencontrés sur son passage ces organisations pleines d'hospitalité, et chose curieuse, qu'à l'inverse des autres pays musulmans elles n'avaient pas de harem : quand elles recevaient leur hôte les femmes n'étaient pas couvertes par de voile.

C. La conquête de l'Egypte et le passage du Califat à la dynastie Ottomane avait donné à l'Etat une forme récente : l'Empire théocratique ! Nous sommes devant un système de hiérarchie sociale tout nouveau. C'est une pyramide dont la base est la communauté universelle musulmane hétérogène, dans laquelle prenaient place les communautés chrétiennes et juives qui avaient certains droits au dessous de la première (*raya* et *zimmi*). Le sommet était occupé par le Sultan. La stratification sociale avait une hiérarchie composée des rangs franchissables : un sujet musulman ou un chrétien converti pouvait progresser dans ces rangs jusqu'au grade du Grand Vizir. Les

enfants convertis des esclaves entraient à l'école "Enderun"<sup>1</sup> et devenaient des grands fonctionnaires de l'Empire.

a) Les corporations (*Gédik*) composées des musulmans et des chrétiens, pratiquaient toute sorte d'artisanat. Une hiérarchie solidaire entre les apprentis, les compagnons et les maîtres donnait la possibilité de progresser dans le métier. Bien que le gouvernement surveillât les tarifs fixés pour les prix, les gens du métier ne laissaient pas à leur tour de se contrôler réciproquement pour éviter qu'aucun ne s'écartât des règles strictes dictées par les autorités.

Avant l'emploi des machines, le travail manuel suffisait pour être spécialiste dans chaque branche des corporations. Elles avaient parfois des membres ayant une adresse et une agilité excellent, impossible d'imiter ou de dépasser d'emblée. Après un long et patient travail, l'apprenti pouvait arriver au niveau extrême. Le "secret professionnel" confié au compagnon par le maître assurait ce progrès. Les cérémonies du métier avaient un caractère quasi-religieux. Chaque corporation correspondait à un ordre mystique : chez les *akhis* aussi, il y avait des clubs d'artisans d'une ville : respect à l'ordre hiérarchique, la fidélité, l'aide mutuelle entre les gens du métier, la solidarité étaient les règles religieuses, morales, juridiques et économiques d'une corporation.

b) La Fondation pieuse (*Vakouf*) était une autre institution islamique sauvegardant les propriétés privées du menace des confiscations, officielle ou personnelle. Ceux qui ont construit les mosquées, les hôpitaux, les médresses, etc. nommaient un gérant pour diriger ces bâtiments et consacraient des immeubles dont le revenu servirait à leurs réparations. Ainsi était fondé les cités dans la capitale et dans les provinces. Cette organisation nourrissait une quantité de familles chargées à l'administration et à la direction de la Fondation pieuse.

c) Le régime quasi-féodal ou *timar*, aussi, était composé des possesseurs de terre qui devaient la cultiver et bien garder, et, en temps de guerre, participer à l'armée par un petit bataillon muni, formé des paysans de timar, mais ils n'étaient jamais des serfs. Car, ils pouvaient changer leur domaine, s'attacher à un autre fief (*timarli*), ou bien, si quelque différend surgit entre les paysans et leur fief, ils pouvaient consulter au *kadhi* (jurisconsulte de la ville) : s'ils avaient raison, celui-ci jugerait contre le fief, et cela n'était pas seulement en droit, mais se réalisait toujours en fait.

---

1) Intérieur du Palais,

Jusqu'aux débuts du XIXe siècle, l'artisanat était organisé par loges de corporation. Après l'abolition de cette organisation, l'artisanat a voulu fonder une organisation nouvelle. Mais la tendance générale ne le participait pas. Cette transformation avait commencé sous le règne de Ahmet III et son premier ministre Ibrahim pacha qui sont les pionniers du mouvement moderniste. Les tentatives pour les entreprises économiques (modernisées), la fondation de l'imprimerie, les usines, etc., les dépenses démesurées pour restaurer le pouvoir de l'Etat, le projet de restauration proposé par Sari Mehmet pacha, ministre des finances, qui a fini par son exécution, l'impossibilité de trouver un équilibre économique, le mouvement moderniste suscitant le mouvement réactionnaire, l'insurrection des bas-fonds, Patrona Khalil et l'exécution de Ibrahim pacha, le détronement du Sultan Ahmet III sont les événements importants de ce premier essor dirigé vers l'Occident.

La seconde est la restauration militaire de Mahmut I (et Hamit I), commencée par la tâche d'amélioration de l'armée par le général de Bonneval (Ahmet pacha), mais cette démarche ne dura que très courte. La troisième réforme militaire de Selim III, la fondation de l'ordre nouveau (*Nizamı djédid*) : l'armée étant modernisée, l'industrie et les écoles militaires la suivirent. Encore, les dépenses démesurées et la lutte contre la corruption par des présents (pot-de-vin), et à cet occasion on avait écrit des rapports au Sultan pour la réforme morale : ici, nous constatons le resserrement et la pénurie des classes moyennes. Le mouvement réactionnaire triompha par la révolte des Janissaires et de la foule : ainsi, après le détronement du Sélim III, le Grand Vizir Alemdar, promoteur raté du sénat turc, par son invitation des notables d'Anatolie, était assassiné par le chef des révoltés Kabaktchi.

Dans la quatrième restauration, Mahmut II abolit le système Janissaire. On a invité des officiers prussiens, et, c'était les débuts de l'influence germanique sur l'armée turque. Car, Mehmet Ali, vice-roi de l'Égypte, avait refusé l'envoi d'un aide militaire en Turquie. La réforme administrative la suivit : on a constitué le cabinet des ministres, des bureaux et des fonctionnaires modernes. Ainsi commença la bureaucratie. On a fait le recensement général, on a créé des passeports pour le voyage en étranger, le bureau de la poste, l'obligation de l'enseignement primaire, on a fondé l'école de Médecine, l'école de la Guerre. La restriction des importations de certains matières de luxe, la fondation de la fabrique des textiles sont des points importants de cette réforme qui a eu une grande influence sur le redressement des classes moyennes.

Enfin, sous le règne de Abdül-Medjid, le premier ministre Réchit pa-cha déclara le " Tanzimat " par le décret de Gülhané qui était la floraison des précédents : c'était la réforme juridique. L'égalité des sujets musulmans et chrétiens était le thème principal de cette réforme. On avait pris comme modèle " La déclaration du droit de l'homme " de la Révolution française. Avant le Tanzimat, le système des terres impériales avait empêché le développement de la propriété privée. Mais cette cause n'est pas unique ; pour expliquer le retard de ce développement, même après le Tanzimat, il faut tenir compte aussi, le facteur des classes moyennes sous-développées pendant et après le Tanzimat. La loi de Mahmut II avait gardé certaines survivances moyenâgeuses. Mais la loi de la République en 1923 les a radicalement transformé.

Parmi les changements sociaux un des plus importants est celui qui était accompli dans le statut social des non-musulmans. Les anciens *reaya* ont acquis une place honorable dans l'Empire. Après l'importation des produits de l'industrie européenne, en dépit des résistances de Sélim III et Mahmut II, cette importation grandiose avait détruit l'industrie régionale et celle-ci était remplacée par les commerçants et les industriels des minorités chrétiennes et juives. D'abord les marchandises anglaises, puis hollandaises et françaises envahirent le marché. Ainsi, les anciens sujets chrétiens (*Zimmi*) qui sont chargés de payer un impôt spécial (*Haradj*), laissèrent leur place à une classe économiquement émancipée et juridiquement protégée. Cette classe deviendra plus tard un élément de séparation et d'hostilité entre les Turcs et les européens. (D'après l'étude du Prof. Z. F. Findikoglu; Voir le livre de Urkuhart: *La Turquie et ses ressources*, Paris 1838, trad. de l'anglais.) Pour comprendre la situation des classes après le Tanzimat, il faut que nous rappelions la stratification sociale des siècles passés.

#### *La situation actuelle des classes moyennes en Turquie :*

En s'appuyant sur les recensements de 1945 et 1950, nous tâcherons de constater la situation actuelle. La Direction de Statistique énumère la liste des professions sous les rubriques : 1) des produits agricoles (agriculture, la vigne, l'art forestier, la pêche et la chasse, les employés et les fonctionnaires des entreprises agricoles) ; 2) l'industrie et les arts mineurs (les carrières, les industries de terre cuite et de pierre, la chimie, le textile, l'habit, la nourriture, l'électricité) ; 3) le commerce ; 4) les transports et les communications ; 5) l'administration politique ; 6) les services personnelles et du ménage ; 7) les gens sans professions ou ceux dont l'occupation est inconnue.

Cette liste n'étant pas réglée selon les classes sociales, chaque rubrique peut comprendre des sections appartenant aux plusieurs classes : par exemple, dans l'industrie nous pouvons trouver les dirigeants de l'entreprise, les capitalistes, les ouvriers, les employés ; et, si c'est une entreprise de l'Etat, les fonctionnaires. En ce cas là, il ne sera pas possible d'utiliser exactement dans notre sujet les chiffres de statistiques officiels. Seulement, quand on a donné des détails tels que les produits agricoles, nous pouvons distinguer les fonctionnaires, les employés, les gens qui vivent par la pêche ou par le jardinage qui peuvent être considérés comme les branches des classes moyennes. La même chose arrive dans l'administration publique ou les arts mineurs, qui sont des branches des classes moyennes.

Alors, nous devons consulter les enquêtes du Ministère de l'Economie sur les prix des matières et le coût de la vie, sur les registres des Chambres de Commerce, sur les monographies préparées par nos élèves et par nous-mêmes, sur les chiffres données dans les revues de Bureau de Conjoncture, etc.

D'abord, pour avoir donné une idée générale, nous examinons certaines monographies urbaines :

1. La monographie d'une ville moyenne, Manissa, thèse de doctorat soutenue par Mlle. Fatma Tachgingeul, en 1950.
2. La monographie de petite ville, Sivrihisar, thèse de license soutenue par Mlle. Feriha Atay, en 1951.
3. La monographie de Eskichéhir, thèse de license soutenue par Mlle. Nilufer en 1946.
4. La monographie d'une ville : Elâzig (et ancien Harput), écrit par M. Ishak Sungur en 1956.
5. Etude sur le déplacement d'une ville : Malatya, écrit par l'auteur.
6. Etude urbaine sur Antakya, écrit par l'auteur et Mlle.. Kadriye Sagun.
7. La monographie de petite ville, Gönen, écrit par l'auteur et l'assistant Ayda Tanyeli, parue dans la Revue de sociologie en 1956, etc.
8. La monographie sur les villages Baraks, écrit par le docent C. Tanyol, parue dans la revue de Sociologie en 1953-55.
1. Manissa est une ville moyenne qui rapproche les survivances de la

féodalité à la stratification d'une société moderne. Dans la stratification moderne, l'auteur distingue trois couches superposées :

- i. La couche supérieure :
  - a) ceux qui viennent des classes inférieures et moyennes sont redressés après l'anéantissement des survivances féodales.
  - b) ceux qui passent de l'ancienne classe supérieure à la nouvelle classe supérieure.
- ii. La couche moyenne :
  - a) ceux qui tombent de l'ancienne classe supérieure.
  - b) ceux qui rehaussent de la couche inférieure.
  - c) ceux qui passent de l'ancienne couche moyenne à la nouvelle.
- iii. La couche inférieure :
  - a) ceux qui tombent de l'ancienne couche supérieure et moyenne.
  - b) ceux qui restent dans l'ancienne classe inférieure.

On aperçoit ici une complexité frappante, qui nous fait comprendre la difficulté d'une étude sur les villes en transition, surtout en ce qui concerne les classes sociales. L'auteur ne pouvant pas préciser ces cas par des chiffres statistiques, tâche les illustrer plutôt par des exemples typiques. Pour la première section elle cite les familles Tchapanoglu, Karaosmanoglu, Serezli beyler, etc.

Quant aux normes et valeurs des classes moyennes, elle les étudie d'abord:  
a) en normes exprimant le statut social, qui correspondent à l'exploitation de la richesse ; b) en norme qui n'indique pas le statut, mais varie selon les rangs sociaux. L'auteur est inspirée ici de la théorie de " Leisure Class " de Veblen.

Tous les individus inclus dans les classes sociales, conformément à leur statut, vivent selon les normes de leur classe. Le rang de l'individu qu'il occupe dans la hiérarchie économique réelle peut-être plus bas du statut social qu'il veut apparaître. Il y a ici un certain classement de caché - apparent. Les consommations qu'il fait dans ses relations avec les autres sont soumises aux valeurs de la classe supérieure. Nous pouvons remarquer l'affinité de cette institution avec le potlatch des primitifs. Au fur et à mesure qu'on monte vers les classes supérieures, le loisir et la chance de se montrer augmente.

A Manissa, l'auteur constate non pas les dépenses exagérées monétaires, mais les dépenses à l'occasion des noces, des fêtes de la circoncision. Selon le statut social, les valeurs anciennes et nouvelles changent en vue que la société soit fermée ou ouverte, traditionnelle ou moderne. Les premières subsistent auprès les secondes.

A Manissa, les propriétaires sont 67 % de la population. Cette portion comprend aussi les grands propriétaires. Mais il y a des personnes sans terre qui sont plus aisées que les propriétaires. La richesse est limitée à certaines familles. Etre métayer ne signifie pas toujours être dépourvu de richesse. De même, donner sa terre au métayage ne signifie pas toujours la richesse. L'auteur énumère ainsi les proportions des classes :

Les artisans et les petits commerçants	37 %
les ouvriers	27 %
les fonctionnaires	16 %
les fermiers, jardiniers	14 %
les professions libérales	6 %
	<hr/>
le total	100 %

Une grande partie des artisans et des commerçants, les fonctionnaires, la plupart des jardiniers et une petite partie des professions libérales appartiennent à la classe moyenne. Les fonctionnaires tendent vers le " nouveau ", les jardiniers et les artisans vers " l'ancien ".<sup>1</sup> Cette différence se révèle surtout dans la tenue des femmes, dans les relations entre les hommes et les femmes, dans le statut de l'homme en ménage, et dans la participation de la femme à la vie sociale.

L'auteur distingue parmi les classes moyennes :

1. le moyen supérieur.
2. le moyen inférieure.
3. le moyen proprement dit.

1. La classe moyenne inférieure est superposée sur la classe inférieure composée des ouvriers, fermiers et serviteurs. Cette sous-classe peut facilement glisser de la moyenne à l'inférieure. Le ménage a des meubles très modestes, il n'y a pas d'électricité et l'eau coulante. En été on ne va pas à la campagne. Les visites des voisins sont exclusives entre les hommes ou entre les femmes.

Les hommes fréquentent plutôt les cafés. Le père domine dans la famille. Il n'y a pas la distinction de sédentaire-réfugié, traditionnel-moderne dans cette sous-classe.

2. La classe moyenne supérieure est en stade de transition. Bien que le niveau de vie en général soit différent de la classe supérieure, celle là tend à imiter celle-ci. La distinction ancien-nouveau est déjà établie.

3. La classe moyenne proprement dite : la majorité de cette classe occupe la troisième région concentrique de la ville tandis que le reste est dispersé. La plupart des maisons possède l'électricité, l'eau courante, et une chambre de réception ; il y a la distinction traditionnel-moderne. D'après cette distinction les femmes vont au marché ou bien avec leurs maris ou bien séparément. Chez les familles dans lesquelles les femmes sont émancipées, celles-ci ont des tenues pour la vie ordinaire, pour l'invitation et les noces. En été elles vont à la campagne. Le rôle fastueux de l'argent n'est pas si important. On dépense seulement à l'occasion des noces. Dans leurs relations externes elles sont soumises aux valeurs de la classe supérieure, tandis que leur vie intime passe conformément à la classe moyenne inférieure.

Quant à l'attitude des personnes qui prennent part à ces classes, a) chez les individus d'une même classe sociale domine le sentiment d'égalité avec leurs prochains. Autant que ce sentiment s'impose autant les barrières entre les classes furent très prononcées. b) Dans la stratification sociale on remarque la tendance d'admiration mêlée avec dédain et envie envers la classe supérieure, et la fierté mêlée avec pitié pour la classe inférieure.

Les classes moyennes révèlent le caractère transitoire entre le traditionnel et le moderne. En outre, elles sont les plus aptes à changer leur statut social.

Si nous étudions les groupements professionnels au point de vue de leurs terres et immeubles, nous pouvons constater ces proportions :

Parmi les professions libérales	77.3 %
” les fonctionnaires	59.3 %
” les artisans	70 %
” les jardiniers	94.2 %
” les ouvriers	44.2 %

---

1) L'ancien et le nouveau signifient ici les degrés du changement culturel.

sont les propriétaires. Et, par conséquent 26.7 % de professions libérales, 40.7 % des fonctionnaires, 25 % des artisans, 5.8 % des jardiniers, 55.8 % des ouvriers sont dépourvus de propriété. Ce qui est remarquable, c'est que les ouvriers possèdent les propriétés plus grandes que les hommes de profession libérale ou les artisans. Ça fait voir, comme nous l'avions indiqué que la propriété n'est pas toujours un signe de la richesse car, la majeure partie de la classe supérieure est composée par des gens de professions libérales.

L'auteur a étudié la richesse en s'appuyant sur les registres de l'impôt. L'indice des impôts des biens meubles et immeubles comprenait 7044 contribuables. Le tableau nous montre que la majorité des contribuables est petit propriétaire agraire. D'après ce classement nous pouvons distinguer approximativement les personnes appartenant à la classe moyenne. On voit que l'accumulation de la richesse à Manissa est sensiblement beaucoup plus basse que les villes comme Istanbul, Izmir, Bursa, etc.

2. La monographie de Sivrihisar, écrite par Mlle. Feriha Atay, expose la situation des classes moyennes d'une petite ville au milieu d'Anatolie entre Ankara et Eskichéhir. A Sivrihisar, les agriculteurs habitent dans les quartiers périphériques. Ceux qui ont des terres aux environs de la ville vont chaque jour à la campagne. Ceux qui ont des terres dans les villages lointains vivent en transhumance saisonnière. Dans le contour intérieur de la ville habitent les fonctionnaires et les artisans. Au milieu se trouve le marché : les boutiques occupent justement le centre de la ville, elles ne sont pas dispersées aux quartiers différents. La place de ville est située sur l'axe du bazar. Depuis 1936 jusqu'à 1945 on remarque une augmentation sensible de population ; après cette date elle s'arrête, même elle se rabaisse en 1950. Certains villages étaient attachés administrativement aux autres préfectures. Les plus riches et les plus pauvres sont émigrés aux villes prochaines les plus favorables : car, la ville est attirée économiquement par Eskichéhir, Ankara et Polatli. Les pauvres gens vont chercher le travail à Eskichéhir, à Ankara, même à Istanbul. Les gens aisés, les classes moyennes tendent à garder leurs champs ruraux, ou leurs propriétés urbaines.

La répartition de la population selon les professions est la suivante :

1. 300 familles fonctionnaires et employés
2. 261 " artisans
3. 47 " commerçants
4. 460 " petits commerçants

- 5. 200 " ambulants
- 6. 432 " agriculteurs-cultivateurs

Les No. 1, 2, 4, 5 et une partie de No. 6 forment les classes moyennes.

1. Les entreprises agricoles jusqu'à	50 arpents	2114
2. Les entreprises agricoles de 51 - 100 arpents		1810
3. Les entreprises agricoles de 101 - 500 arpents		2230
4. Les entreprises agricoles de 501 - 5000 arpents		210
5. Les entreprises agricoles au dessus de 5000 arpents		6

Si nous considérons No. 1 comme la classe inférieure et No. 6 la classe supérieure, nous pouvons conclure que dans la classe moyenne il y a 4250 personnes effectivement en travail. L'agriculture mécanisée commença en 1937 avec les combines agricoles : après la distribution des machines on aperçoit une augmentation prononcée dans la production des champs cultivés en propriété privée. Recourir à la pratique magique pour renforcer la fertilité de la terre est en vigueur surtout parmi les classes moyennes et pauvres : les paysans, même les citadins apportent la terre dite " bambul " de la mausolée Saint Bambul, et la jetant sur le sol ils croient que celui-ci sera plus fertile.

La liste des impôts nous atteste que la plupart sont perçues des artisans, des cultivateurs et des fonctionnaires; il s'ensuit que la partie la plus importante est ceux qui sont perçus de la classe moyenne. 164 boutiques sont concentrées dans le quartier des petits commerçants de la ville. Les artisans et les boutiquiers travaillent personnellement avec leurs enfants, et s'ils n'ont pas d'enfants, ils prennent des apprentis. La nouvelle génération suit, conformément à la tradition, la carrière de leur père. Cependant, les crédits des banques et les subsides de l'Etat pour redresser la vie agricole et artisanale sont en voie de changer partiellement l'aspect traditionnel de la ville.

La comparaison entre Manissa et Sivrihisar nous révèle que le changement culturel à l'ouest de la Turquie diminue à mesure que nous avançons vers l'est. Ce changement est très sensible dans les classes moyennes à l'ouest, tandis que nous passons à la classe supérieure ou inférieure il se rabaisse.

Sivrihisar nous donne un exemple de la résistance des moeurs contre le changement culturel ; ceux qui tendent vers la modernisation doivent quitter la ville.

- 3. La province Hatay: d'après un travail de notre élève Kadriye Sagun

et nos observations personnelles, la Province Hatay, située dans la partie la plus méridionale du pays, a des caractères sensiblement différents des autres. Selon le recensement de 1950 il y avait 36,676 d'habitants dans la ville et 209,601 d'habitants dans les villages. Densité moyenne dépasse 26. La répartition selon les groupements professionnels est la suivante :

les agriculteurs	47,956 hommes	40 %
	14,297 femmes	14.7 %
les industriels et la petite industrie	6,795 hommes	
	716 femmes	
le commerce	3,598 hommes	
	95 femmes	
la communication	2,095 hommes	
	28 femmes	
les services publics et les professions libérales	8,743 hommes	
	373 femmes	
l'économie domestique et la service privée	122 hommes	
	399 femmes	

1/5 des cultivateurs, presque tous les artisans, 1/4 de professions libérales, les fonctionnaires et les employés qui sont très infimes forment les classes moyennes. Cette proportion atteste que ces classes sont assez faibles à l'égard de l'ouest et du centre du pays. Par contre, une minorité de grands propriétaires possèdent des vastes domaines, dans lesquelles une grande quantité de villageois sont leurs fermiers ou leurs métayers. La différence frappante entre la classe supérieure et la classe inférieure était basée naguère, dans certaines régions, sur la différence entre les groupements ethniques opposés : les turcs, en majorité, les Nusayrites, les fellahs, les arméniens. Le propriétaire et son fermier, appartenait, chacun à son tour, à l'un de ces groupements hostiles. L'hétérogénéité culturelle augmentait la tension des classes. Mais depuis 1937, l'instruction publique est en voie de changer l'aspect de ce milieu.<sup>1</sup> Il paraît

---

1) H. Z. Ülken, De l'hétérogénéité ethnique à l'homogénéité culturelle (Communication prononcée dans le Congrès de Liège en 1953).

que la distribution partielle des terres, la propagation de la langue turque viennent d'atténuer le conflit social. Cependant, les classes moyennes sont assez faibles relativement aux autres endroits du pays. Si l'on étudie le tableau précédent, on voit que les femmes partagent la vie agricole avec une quantité non négligeable, mais dans les autres branches, sauf l'économie domestique, elles ont une situation sociale médiocre. Cela provient de l'insuffisance de culture chez les femmes et de la contrainte de la famille patriarcale.

4. La Province Elazig (ancien Harput) étudiée par M. Ishak Sungur. D'après le recensement de 1945 le vilayet avec ses 6 préfectures a 198,081 de population, dont 96,934 sont les femmes et 101,147 les hommes. La répartition de la population selon les classes sociales est la suivante :

La classe supérieure		
Le pourcentage	le nombre	
0%	6	les grands propriétaires
0%	3	les fabricants
5%	5,057	les grands commerçants
0.5%	505	les professions libérales
<hr/>	<hr/>	
5,5%	5,571	le total
La classe moyenne		
0%	1,512	les fonctionnaires
7%	7,080	les petits commerçants
3%	3,034	les artisans
1%	1,011	les professions libérales
20%	20,229	petits propriétaires
<hr/>	<hr/>	
31%	32,866	le total
La classe inférieure		
30%	30,344	les fermiers, les métayers
7%	7,080	les ouvriers
25%	25,286	les services privées
1%		
<hr/>	<hr/>	
63%	62,710	
Le total général		
5.5%	la classe supérieure	5,571
31 %	la classe moyenne	32,866
63.5%	la classe inférieure	62,710
<hr/>		<hr/>
100 %		101,147

Le tableau ci-dessus présenté nous révèle que la classe moyenne en province Elazig (Harput) ne touche que le tiers de la population entière. Les hommes en pénurie, sans propriété, les fermiers, les domestiques et les ouvriers sont au double, et la classe supérieure ne constitue que 5 %. Cependant, une parcelle de la classe inférieure ayant une toute petite propriété, peut être considérée comme la plus rapprochée à la classe moyenne. Une grande partie des professions libérales se compose des gens venus des grandes villes et établis à Elazig. Tandis que la classe inférieure tend de plus en plus quitter la ville parfois pour des migrations de travail saisonnier, et souvent pour s'établir dans les centres industriels et commerciaux tels que Zonguldak, Adana, Izmir, Ankara. Il y en a une quantité qui vont aux autres pays, par exemple en Egypte, et la plupart en Amérique pour s'y installer. Il y a une quarantaine d'années que Harput était déplacé pour constituer la ville nouvelle, Elazig. Le déplacement commença par la construction de la " Cité de Sultan " (Mâ-muret-ül-Aziz) sur la chaussée de Baghdad, et le nouveau centre d'attraction avait facilité une émigration provenant de l'insuffisance des terres, L'école américaine, fondée à Elâzig devint le second facteur d'émigration car les anciens élèves de cette école trouvaient facilement le travail dans les pays étrangers. Ce déplacement de la ville affaiblit surtout la classe moyenne, dans laquelle les terres sont insuffisantes.

5. Malatya, étudié en 1951 par Ulken, est une ville moyenne de 54,000 habitants en Anatolie centrale. En 1938 nous avons observé le phénomène de déplacement dans les villes Elazig et Malatya : quoiqu'elles aient des similitudes frappantes, elles ont des conséquences assez divergentes. Malatya est une ville féodale très ancienne, connue par ses héros et ses saints,<sup>1</sup> qui était déplacé il y a un siècle, pendant la guerre Turco-Egyptienne à Nizip. L'armée turque avait campée deux ans à Malatya, et les citadins durent passer ces deux hivers dans leurs villégiatures. Comme toutes les villes de cette région, Malatya vivait en transhumance. Les maisons de campagne étant renforcées par leurs propriétaires, et la ville saccagée pendant l'occupation militaire, les habitants de Malatya ne quittèrent pas le nouveau séjour, ils laissèrent la transhumance, et par suite, le jardinage étant très développé en 1850, ils abandonnèrent la culture des aréales, devinrent fort producteur de fruits et d'opium. Chaque famille a sa propriété, et jusqu'aux dernières années, pendant lesquelles une quantité de paysans fréquentèrent les usines, la classe moyenne avait une place prépondérante. A Malatya il y a des familles très anciennes : cependant, la noblesse ne coexiste pas toujours avec la richesse ; car,

---

1) Tels que Battal Ghazi, les fils de Muhyiddin al-Arabi ou Niyazi-i-Misri, etc.

certaines familles ayant une vie modeste ont un prestige profond dans la ville, et la plupart vivent en aisance par le jardinage. La ville, bien qu'elle soit traditionnelle, présente actuellement une capacité étonnante dans la vie d'entreprise. Cette transformation peut être exprimée par le passage du type d'hérissement moyenâgeux qui avait créé l'épopée de Battal Ghazi au type du commerçant et l'homme politique d'aujourd'hui.

Le prix de parcelle des terrains dans la ville en 1951 était un des indices du niveau de la vie :

1. Sur la grande rue	1 m <sup>2</sup>	50 - 80 LT.
2. Dans les quartiers moyens	1 m <sup>2</sup>	30 - 50 LT.
3. Dans les quartiers lointains	1 m <sup>2</sup>	3 - 30 LT

Le prix des champs labourés :

1. Aux environs de la ville : un arpent	500 LT.
2. Aux lointains de la ville : un arpent	1 LT.
3. Dans l'ancien Malatya : un arpent	1000-1500 LT.
La location d'un appartement de trois pièces	100 LT.
La location d'une maison de trois pièces	50-60 LT.

Le nombre des boutiques dans la ville : 2027

L'ensemble des boutiques (2027) nous donne une idée sur le nombre des artisans et petits commerçants de la ville. Ce chiffre, procuré par les soins de la Chambre de Commerce en 1951 doit être accru en 1955 jusqu'à 2250; car, l'activité d'artisanat à Malatya est très vive. La plupart des artisans étant les propriétaires des jardins et des maisons, presque 60 % de la population rentre dans la classe moyenne. Ce nombre est le maximum parmi les villes que nous avons étudié jusqu'à présent.

Au fur et à mesure que nous descendons au sud, nous nous envisageons avec l'élargissement des domaines, le rabais des petites propriétés et l'affaiblissement des classes moyennes. Une grande partie des anciens métiers sont en décadence. Par exemple à Antep de 6,000 artisans il ne reste que 200. Cependant, l'industrie moderne en détruisant certaines branches d'artisanat en a créé des nouvelles ; et cette compensation est sensible surtout dans les centres industriels et agricoles, comme Adana. Cette ville déborde par des boutiques d'accessoires, de réparation des machines, d'électricité, de la radio, etc.

*La vie d'artisanat en Turquie :*

Maintenant, nous voulons nous arrêter un peu sur l'activité d'artisanat et de classes moyennes en général. Selon Samet Agaoglu le développement du ménage en appartement, du chauffage central, des installations aquatiques sont des facteurs de l'animation d'artisanat. Un autre facteur est le travail auxiliaire dans la vie agricole. La production basée sur l'atelier domestique domine la majorité du pays. D'après les statistiques de 1927 les chiffres concernant les ateliers sont les suivants :

Atelier dirigé par une personne	23,316	23.74%
Atelier dirigé par une famille	4,914	7.53%
Atelier dirigé par 2 ou 3 personnes	23,332	35.76%
Atelier dirigé par 4 ou 5 personnes	7,683	11.78%

De 65,245 ateliers, 63.185 appartiennent à la petite industrie. Les industriels ne constituent que 2 % de la population du pays. A l'ouest le nombre d'artisanat est plus grand que la partie de l'est. A l'est nous trouvons plutôt les fabrications à la main. Après le Tanzimat, les anciens propriétaires des domaines avaient entré en une lutte réactionnaire contre le mouvement industriel et agricole moderne. Cette lutte ne visait, non sans raison, que l'invasion du capital étranger. Ainsi naquit deux courants : 1) les défenseurs véritables de l'industrie nationale ; 2) les réactionnaires. Cette différence essentielle apparaît aussitôt dans la vie intellectuelle du pays.

Aujourd'hui 2/3 de la population vit par l'agriculture. Mais il faut distinguer : a) ceux qui vivent exclusivement par la culture ; b) ceux qui vivent pas la culture et l'élevage; c) ceux qui vivent seulement par l'élevage.

Le problème agraire est essentiel au point de vue de notre étude. La majorité de la population est agrarienne (82% de la population active). Le redressement social des classes moyennes du pays en dépendent.<sup>1</sup> L'insuffisance des moyens de production, de la connaissance professionnelle, l'insuffisance des irrigations et des barrages, le resserrement des terres à cultiver étaient les causes principales du retard de développement agraire en Turquie.<sup>2</sup> Selon M. Barkan une certaine réforme agraire doit être conforme aux valeurs idéales de la société moderne. Si la distribution des terres doit prendre place parmi les principes d'un pays du Proche - Orient, il faut tenir compte les conditions hétérogènes de différentes régions : il y a des cas où la distribution n'engendrera que des difficultés : par exemple, les paysans n'ayant pas de machines

pour cultiver leur terre, devront les procurer des bourgeois ruraux, et par suite, ils deviendront des métayers dans leur propre terrain ; ou bien les débiteurs devront vendre leur propre terrain ; ou bien les débiteurs devront vendre leur terre à leur créanciers, et deviendront encore des fermiers. L'introduction des machines à cultiver dispensera de main d'oeuvre et une grande partie des petits propriétaires ou des fermiers sera dépaycé ; ainsi naît le problème essentiel de migration interne.

La tentative de répartition des terres aux paysans dans la région de l'est commence en 1929. Une seconde loi visant l'établissement des réfugiés de Rouméli en 1934 comprenait des articles sur la répartition des terres aux nouveaux établis. Mais, après ces premiers essais nous nous envisageons avec les démarches pour résoudre le problème agraire. Le premier projet concernant la loi d'établissement et de distribution des terres est celui qui est proposé en 1935, mais ce projet n'était pris en considération qu'en 1937. La déclaration de la seconde Guerre Mondiale avait attardé sa réalisation. En 1945 la loi est acceptée à l'unanimité. D'après la loi, les terres qui seront distribuées sont les terres appartenant à l'Etat, les propriétés communales ou les terres sans possesseur. Cependant il y a des régions où la terre arable est très limitée. Il y en a aussi des régions qui débordent les besoins d'après la densité de population. Et, cette inégalité seule, empêche une application égale de la loi. En dernière instance, la loi dictait la manière de répartition respectivement aux personnes intéressées : a) la terre sera donnée à celles qui sont dépourvus de propriété; b) à celles qui travaillent comme ouvrier dans les terres d'autrui ; d) aux réfugiés, aux immigrés qui sont déjà fermiers, etc. Dès qu'une réforme trouvera le champ d'application en tenant compte les circonstances géographiques et historiques du pays, le redressement des petits propriétaires dans les régions sous-développées ne sera pas une chose impossible.

*Certaines études faites sur l'artisanat, et sur  
le coût de la vie des fonctionnaires d'Istanbul*

Ces recherches nous imposent de nous arrêter un instant sur ce point. Dr. Orhan Tuna dans son étude sur " L'artisanat d'Istanbul " utilisa les résultats des statistiques de 1927 et de 1935, le recensement pour l'industrie en 1932-39, les registres de la Chambre de Commerce d'Istanbul. (Les vendeurs am-

---

1) Ömer Lütüfi Barkan, Le problème agraire en Turquie, 1946, en turc.

2) Quand le livre du Prof. Barkan était paru le mouvement de construction des barrages et d'irrigation n'était pas encore commencé en Turquie.

bulants et les Grands Paniers ne sont pas tenus compte dans les recensements.) Dans cette étude l'auteur a mis dans sa liste 29 espèces d'artisanat dont le total fait 42,750 personnes. Toute la population se donnant à l'industrie (y compris les ouvriers, les capitalistes) étant 95,200 personnes, l'artisanat constitue 50 % des industriels et 17 % de la population de la ville. Le nombre des artisans, avec leurs familles, touche approximativement 171,000 personnes qui n'est que 23 % des habitants de la ville.

Une carte écologique de l'artisanat d'Istanbul n'est pas encore faite. Au Moyen-Age les métiers étaient concentrés en noyaux de bazars couvert ou ouvert qui occupaient presque le centre de l'ancienne ville. Certaines corporations étaient localisées dans les grands bâtiments, nommés *khans* ou *kapans*. Depuis une trentaine d'années ces noyaux sont partiellement dispersés aux différents quartiers de la ville, conformément à la différenciation des fonctions urbaines.

Les règlements n'ayant pas des articles qui obligent chaque artisan d'entrer à l'organisation, la plupart sont en dehors des Associations. Ce fait qui est un indice de faiblesse de la conscience professionnelle, peut produire des effets nuisibles sur ces gens, sur le rôle qu'ils pourraient jouer dans les classes moyennes de la ville. Pour améliorer la situation actuelle il faut renforcer les lois et les règlements par les articles destinés à ce sujet d'une part, augmenter le secours officiel et privé, ouvrir les sillons d'activité intellectuelle pour l'encouragement de la conscience de classe d'autre part. L'esprit solidaire, le coopératisme, l'initiative pour la fondation des partis politiques défendant les droits de ces classes sont des mesures nécessaires qu'on doit prendre par l'élite turc.

Actuellement, les artisans d'Istanbul sont dépourvus d'une organisation générale. Seulement la loi des associations, la loi des Chambres de commerce et d'industrie, le règlement des associations d'artisanat, la loi de commerce assurent la constitution des Associations dans chaque branche d'artisanat. Les institutions de solidarité parmi les membres d'artisanat sont les suivantes : 1) l'hôpital d'artisanat ; 2) le secours financier aux artisans ; 3) bureau de consultation ; 4) pensionat pour les artisans célibataires ; 5) les coopératives de la petite industrie.

Ce qui manque pour le redressement d'artisanat sont :

- a) les subsides de l'Etat ; b) les subsides de la grande industrie ;
- c) la solidarité professionnelle, c'est à dire les syndicats des artisans, les coopératives de production et de consommation, les crédits des banques. La

grande industrie aura toujours besoin du secours et de l'appui de plusieurs branches d'artisanat : la réparation des machines, le montage, l'installation, la teinturerie, la menuiserie, la décoration, etc. ne peuvent être réalisées que par l'artisanat. Si les capitalistes étrangers restent indifférents à ces activités industrielles, au moins les entrepreneurs turcs et le gouvernement doivent toujours tenir compte cette puissance et d'aider pour son redressement.

*La situation des fonctionnaires :*

L'Institut de Statistique à la Faculté de l'Economie d'Istanbul a étudié en collaboration avec la Chambre de Commerce, l'indice de coût de la vie des fonctionnaires et des employés de la ville. L'étude n'étant que par l'échantillonnage, nous ne pouvons pas donner des chiffres exacts pour l'ensemble des fonctionnaires. Cependant, la répartition de 80,350 maisons d'après le statut social du chef de famille est la suivante :

A. Les grands fonctionnaires et les personnels de techniques	6,000
B. Les employés qui travaillent dans les Bureaux	15,990
C. Les ouvriers et les servants, y compris les maîtres	58,360
	<hr/>
	80,350

La première, la seconde et une petite partie de la troisième catégorie appartiennent aux classes moyennes. Parmi les fonctionnaires ceux qui travaillent dans les bureaux officiels (3740) ont le traitement moyen de 485 T. L., ceux qui travaillent à la banque et aux assurances (350) ont le traitement de 614 L. T., ceux qui travaillent dans les institutions dépendant à la loi de travail (1710), ont le salaire (qui correspond au traitement) moyen 1231 L. T.

Le revenu moyen mensuel des employés est 282 L. T., le salaire des familles ouvrières 207 L. T. et le moyen total est 247 L. T.

L'enquête étant appliqué en 1954, nous pouvons envisager le coût de la vie de cette année avec le revenu mensuel d'une famille de fonctionnaire : d'après la revue de Conjoncture, l'index moyen du coût de la vie en 1954, est 426 L. T. (pour une famille composé de trois personnes), tandis que le traitement moyen d'un grand fonctionnaire est 485 L. T. Il paraît que le revenu moyen des grands fonctionnaires suffit pour les dépenses mensuelles correspondant au coût de la vie de l'année courante. Quant aux petits fonctionnaires qui ont seulement un traitement moyen de 250 L. T. ils doivent ajouter

encore 176 L. T. pour combler la lacune de leurs dépenses, et s'il s'agit des petits fonctionnaires qui sont aux débuts de leurs carrières cette lacune sera plus grave.

Si nous comparons les revenus plus bas des employés et des contre-maîtres avec le même coût de la vie moyen, nous obtiendrons des résultats plus pénibles. Il faut se rappeler que l'index de coût de la vie va en progression depuis 1951. En 1938 l'indice moyen sur 100 L. T. était 202 L. T. Il était accru d'abord lentement, mais après 1945 de plus en plus rapide. En 1953 le coût moyen était 389 L. T., mais en 1951 il a rehaussé à 426 L.T. Cette augmentation rapide de coût de la vie (qui est interprété par certains économistes comme un indice d'inflation) n'était pas parallèle à une augmentation similaire du revenu des familles des fonctionnaires, la vie de cette classe devint de plus en plus difficile. Comme les revenus des artisans n'étaient pas fixé, il est très difficile d'y faire une étude pareille. Quoique la cherté des matières premières soit un facteur contre les artisans, cet inconvénient est transformé parfois par la force de l'accaparement en un privilège au bénéfice des artisans.

L'étude des prix de nourriture et de coût de la vie en Turquie faite par le Ministère de l'Economie en 1938 était le premier essai sur ce problème. Les résultats obtenus des enquêtes de budget familial avait montré la différence dans la consommation des matières de besoin selon la grandeur de la famille : a) la composition de consommation dépend à la grandeur des familles ayant plusieurs enfants ou un seul enfant ; b) il faut tenir compte aussi les fluctuations saisonnières ; c) les objets principaux de consommation sont les dépenses de nourriture, d'habitation, de chauffage, de vêtement, etc.

En 1937 le coût de la vie moyen en Istanbul était 124, 3 L. T., dans tous les le pays 120.5 L. T. Chez les ouvriers de mine de 1929 à 1933, on voit une dépression des prix qui correspond à un rabais sensible dans les salaires. La hausse remarquable n'avait commencé qu'en 1937.

Le traitement des fonctionnaires n'ayant pas un changement, cette dépression des prix était un phénomène à leur profit. Quant aux traitements ou soldes des employés, nous ne trouvons pas une rubrique particulière dans les statistiques. Mais, une part de cette augmentation dans la capacité d'achat des fonctionnaires était absorbée par les impôts de crise et d'équilibre, seulement, on avait accepté une indemnité pour les impôts de gain dans les classes qui prennent le salaire minimum en 1937.

A. De 1929 à 1933 l'augmentation de la capacité d'achat provenant de la chute des prix avait montré son influence, provisoirement, chez la plupart des salariés, et une part de cette augmentation était anéantie par les impôts, une autre avait rabaisé les salaires.

B. De 1933 à 1937 dans l'augmentation des prix, d'abord, on n'a pas aperçu une hausse remarquable. Cependant, après la hausse des prix on avait noté une hausse semblable des salaires.

Si les enquêtes du budget familial seront réduites à un nombre restreint, elles ne pourront pas englober toutes les familles qui composent cette classe. et par conséquent elles n'auront qu'un caractère symbolique. Bien qu'on souhaite propager ces enquêtes à toutes les classes sociales, les difficultés qu'on rencontre dans la pratique obligent la limitation de son domaine. Les entrepreneurs confondent, en général, les dépenses d'entreprise avec les dépenses de leur domicile, et c'est la cause essentielle de l'impossibilité d'une utilisation exacte des données. Chez les agriculteurs il s'agit des salaires en nature et des locations de champ à cultiver pour le budget familial, d'où surgit une grande difficulté.

Le Ministère de l'Economie a publié la même année (1938) une étude sur l'index du coût de la vie des cultivateurs turcs. Là, nous voyons que la richesse pure du cultivateur de l'Anatolie Centrale touche à 1000 L. T. par an. Le 1/3 de cette somme est consommée pour le bâtiment et les meubles. 1/3 pour les champs. 1/3 pour les animaux, les machines etc. Les machines agricoles forment 7 % de la richesse des agrariens. A cette date, à cause de l'absence du crédit foncier, l'emprunt n'était que 6 %. Du besoin d'argent annuel (200 L. T.) 2/5 était consommé pour les besoins de famille, 3/5 pour les besoins d'entreprise. Les dépenses nécessaires pour chaque famille était 260 L.T. et pour une personne 36 L. T. (En 1936, 32 L. T. avec 4 L. détrimement.) Les dépenses de nourriture était 60 %. (Ce chiffre est assez haut pour les pays agraires. Par exemple à Danemark les dépenses de nourriture sont 33 %.) Au fur et à mesure qu'on passe des classes pauvres aux classes aisées, il faut que la part des dépenses faite pour le loisir, le voyage, l'hygiène augmentent dans beaucoup de pays de l'Europe occidentale le 15 %, même le 30 % du budget de la classe ouvrière, on n'épargne en Anatolie Centrale que 6 % du budget agrarien. Chez les adultes la dépense moyenne annuelle de nourriture est 28 L.T.

50% pour les céréales,

- 14% pour les légumes et les fruits,
- 14% pour le lait, le beurre, l'oeuf, etc.

Quand on passe à la classe moyenne on voit une augmentation de la consommation du pain, tandis qu'on voit d'ordinaire, un rabais : de 216 kilos à 425 kilos. Et cela démontre que la classe moyenne est dans le resserment au point de vue de la nourriture.

Les légumes dans la classe pauvre	8 kilos
Les légumes dans la classe moyenne	67 kilos

C'est la meilleure condition à l'égard des autres pays. Pour l'homme adulte la consommation annuelle du lait est 88 kilos. On peut conclure d'après ces chiffres qu'en 1938 le pouvoir d'achat du paysan en Anatolie Centrale était assez resserré. Cette situation n'était pas comparable à celle des classes moyennes : les artisans, les petits commerçants ont trouvé des conditions favorables, même pendant la seconde Guerre Mondiale. Seulement la situation des fonctionnaires et des employés étaient aggravées par la hausse progressive du coût de la vie et par la réduction progressive de leur pouvoir d'achat. Cette proportion à l'inverse était contrebarée partiellement par la majoration de leur traitement et de leurs salaires. Cependant, cet effort de réparation ne peut compenser que 40 % du rabais de pouvoir d'achat relativement à la rapidité de la hausse du coût de la vie. Un fonctionnaire prenant 250 L.T. ne peut liquider que 2/3 de ses dépenses nécessaires. S'il doit nourrir une famille de 3 personnes, il faut qu'un autre membre du ménage travaille pour gagner sa vie.

Selon l'indice de coût de la vie des dernières années, les petits fonctionnaires ne peuvent pas être considérés comme une partie des classes moyennes. Car, le degré minimum de coût de la vie est 350 L. T., tandis que leur traitement commence de 175 L. T. Nous pouvons dire la même chose pour les employés. Il faut donc régulariser le barème en commençant les traitements par le minimum du coût de la vie, et faire progresser les fonctionnaires non pas automatiquement, mais selon leur capacité dans le travail.

Il faut que les artisans et les petits industriels soient protégés contre la pression des grands capitaux par le secours de l'organisation professionnelle et des syndicats des artisans, mais d'autre côté, il faut prendre, aussi, des mesures contre l'absence d'organisation et des abus qui finissent par l'accaparement, la spéculation, le marché noir servant le pont pour passer des classes

moyennes à la classe supérieure par des tentatives illicites. L'absence de cette contrôle produit non seulement l'instabilité économique des classes moyennes mais elle engendre en même temps la crise morale de ces classes.

D'ordinaire, les tendances libérales, conservatrices, radicales trouvent le milieu le plus favorable dans les classes moyennes. Si l'on cherche des dispositions pour renforcer les solidarités professionnelles dans l'Orient-Moyen et surtout dans les pays musulmans, il est souhaitable de tenir compte les survivances des anciennes institutions de solidarité. Quand on introduit à ces pays les institutions européennes, on doit réfléchir sur le problème de concilier le tempérament national avec la compréhension internationale. Il ne faut pas oublier que les nouvelles institutions européennes sont nées au sein des institutions traditionnelles et nourries par elles.

Si la culture et l'économie mondiale détruisent totalement les traditions nationales, il s'ensuit que de mettre ces pays sous-développés en un table rase au point de vue des valeurs idéales, prépare le terrain pour l'invasion non seulement économique, mais en même temps idéologique et politique. Mais l'avenir du monde ne nous paraît pas dans les courants envahisseurs : au contraire, dans les réformes sociales que chaque pays pourra réaliser en vue de ses conditions culturelles : parce que la culture mondiale du demain tend à être multiforme par le rapprochement des cultures différentes dans une compréhension internationale.

Les classes moyennes tendent à se diviser en deux, en tant qu'elles se dirigent vers le supérieur ou vers l'inférieur. La première comprend les artisans, les petits commerçants : chez eux le revenu est plus haut que la consommation. La seconde partie comprend les fonctionnaires et les employés : chez eux le revenu est moins de la consommation. Cette différence provient de la nécessité de certaines dépenses chez les élites pour représenter l'honneur de l'Etat, tandis que chez les autres, de la possibilité de vivre plus modestement, d'avoir une caisse d'épargne, et, pour ainsi dire, de prévoir l'avenir. Cette différence pousse les premières vers la classe supérieure, et les secondes vers la classe inférieure. Mais ces caractères communs, être assurées par le gouvernement et par les grands entreprises, être menacées par les mêmes dangers les obligent de se rapprocher dans la solidarité professionnelle, même en un régime non démocratique.

*Les opinions des auteurs étrangers :*

Les opinions des auteurs européens sur la vie sociale des classes moyennes en Proche-Orient sont très divergentes. Par exemple Mr. Dodd, ancien

professeur à l'université de Beyrouth, dans son livre sur " Social relations in the Near East " (1940) étudie la situation sociale de cette région, et surtout du Liban, la compare d'un façon non systématique avec les autres pays de la même région : c'est pour cela que nous ne trouvons pas des indications suffisantes sur la Turquie. Le livre reste plutôt sur le terrain de généralités. M. Le Genissel dans son "Proche-Orient moderne, perspectives sociales", Beyrouth 1952, prend le sujet d'un palier plus profond et dans chaque chapitre il fait des comparaisons entre les pays respectifs.

Le diagnostic sociologique de Le Genissel se rapproche beaucoup à un sociologue turc Prince Sabahattine qui écrivait il y a 40 ans. Pour ce dernier, inspiré de la science sociale d'Ed. Demolins, la Turquie appartient au type communautaire instable (parfois ébranlé). Les Turcs, d'origine de steppe, ont changé dans l'histoire leur moeurs et leur coutumes, mais sont loin encore de passer au type particulariste de la civilisation européenne. La crise sociale que nous souffrons depuis un siècle provient de cette inadaptation de la société de steppes à la civilisation particulariste. Le seul moyen de le redresser est de donner une éducation particulariste d'entrepreneur à la nouvelle génération et de suivre une politique décentralisante qui permet l'expansion favorable à chaque région de l'Empire. (Prince Sabahattine, *Comment on peut délivrer la Turquie*. 1911)

D'après ce sociologue et ses émules, tout ce qu'on avait fait pour la modernisation de la Turquie depuis un siècle, sans tenir compte les caractères de la structure sociale et la nécessité de la transformer avait échoué. Le Genissel, aussi, envisage les pays du Proche-Orient par leur caractère communautaire : le facteur géographique et religieux rapprochent les peuples d'origine raciale différente. Cette région n'est pas encore industriellement développée. Dans l'agriculture, le technique attardée n'a pas eu d'influence profonde sur la masse paysanne. Tant qu'on n'aura pas donné au monde paysan une instruction et un standard de vie plus élevé on n'aura pas résolu le problème central de la sociologie du Proche-Orient. Sur le plan social international, l'intégration de cette région dans l'ensemble de l'O.N.U. n'est encore que partiellement réalisée. Pour Le Genissel la Turquie a ratifié la plupart des conventions par B.I.I. alors que le Liban n'en a encore ratifié aucune. Cependant, malgré le progrès réalisé par l'industrialisation du Proche - Orient, cette marche est beaucoup plus lente qu'en Occident. La petite bourgeoisie n'a pas la même sympathie pour la machine qu'en Occident. Les employés, les professeurs, les professions libérales tout en louant les progrès du machinisme les regardent avec un certain hauteur. Il nous semble que ces remarques faites par Le Genissel viennent de chercher la responsabilité de la situation actuelle dans les classes moyennes.

L'auteur conseille la fondation par l'Etat des Instituts de recherches, qui mettront à exécution les projets de la planification. C'est ce qui était proposé plusieurs fois par nous depuis 1937 au Ministère de l'Education Nationale de la Turquie (1), et publié aussi dans une série d'articles des revues et de journaux d'Istanbul. De même le thème était pris par la revue Forum depuis 1953. Cependant, Le Genissel paraît satisfait en disant que "seule la Turquie a ébauché cette organisation."

Pour Le Genissel "il ne suffit pas d'élever le standard de vie du peuple; il faut encore maintenir le pouvoir d'achat de la masse en surveillant les prix. Or, les régimes ploutocratiques sont bien mal armés pour réaliser une économie équilibrée." Une autre question est pour lui celle d'artisanat qui est encore développé. L'auteur met l'artisanat dans la classe ouvrière ce qui est inadmissible pour nous comme nous avons déjà indiqué. Sans doute il y a des artisans-ouvriers travaillant dans les ateliers d'autrui; mais la loi les avait distingué et consacré des ateliers particuliers pour eux. Pour Le Genissel, la classe ouvrière touche 58 % dans cinq provinces du pays, dans le reste il n'a que 41 %. Ce chiffre est très exagéré, car il confond toujours des petits paysans ayant des terres insuffisantes et cherchant des travaux auxiliaires, ou les artisans ayant des ateliers dans lesquels ils travaillent personnellement, ou par l'aide de leurs enfants. De même qu'il partage notre opinion en disant que "l'artisanat est répandu d'une façon à peu près égale sur tout le territoire du pays : étant la partie la plus forte des classes moyennes, l'artisanat constitue avec les petits commerçants et les petits propriétaires le noyau des classes sociales dans la plupart du pays (à l'ouest, au nord, au sud)". L'auteur ne nous paraît pas avoir raison en disant que la Turquie n'a pas beaucoup progressé avec ses 6.000 tracteurs, tandis qu'en France il y a 110.000. Car l'agriculture mécanisée n'a fait son essor chez nous que depuis 10 ans. Selon Le Genissel les causes du retard du développement agricole sont le régime semi-féodal, les formes paralysantes des propriétés communautaires, l'archaïsme du matériel et de la méthode de culture etc. Nous avons insisté sur ce point maintes fois à l'occasion des études sociales en Turquie. Cependant pour Le Genissel "la Turquie est le pays qui a fait le plus grand effort dans ce domaine". Lui-même en donnant les chiffres d'accroissement entre 1928 jusqu'à 1955 paraît confirmer notre opinion.

1950	en	1928
2000	en	1948
plus de 8000	en	1951

---

1) Le rapport est publié dans la Revue de Sociologie (No. 9. 1954).

A. H. Hanson, dans son article sur la Turquie d'aujourd'hui atteste d'abord des observations de certains auteurs pour ou contre le changement social en Turquie : Thornburg, Sprye et Soule sont pessimistes mais ils affirment en même temps que la Turquie non planifiée ne peut pas se relever. Les critiques ne visent pas le principe, mais plutôt l'application. Tout de même, pour Mr. Hanson " le redressement économique de la Turquie est un fait indéniable. En dépit de la pénétration des grands propriétaires au pouvoir public, on ne peut pas dire que la Turquie est gouvernée par ceux-ci. Il est beaucoup plus vrai de dire qu'un gouvernement des élites d'origine de classe moyenne est en pouvoir. Ce gouvernement quoi qu'il vienne de ces classes, se sent obligé de s'appuyer sur des millions de petits paysans. Les partis politiques ont certaines tendances visant telle ou telle classe sociale, mais aucun ne représente directement une classe. Les dirigeants des partis sont presque identiques au point de vue de l'éducation, de l'idéologie et de classe sociale. Les conflits politiques internes ne surgissent qu'à l'occasion des problèmes accidentels. La plus grande insatisfaction se révèle chez les classes moyennes qui vivent dans les villes et les grands villages. L'inflation a opprimé surtout la condition d'existence de cette classe. Pour les employés et les fonctionnaires, la difficulté de la hausse des traitements est un sujet permanent de plaintes."

L'attitude qu'on va prendre envers le monde en transformation est le problème essentiel pour tous les pays en dehors de la civilisation euro-américaine. Il est difficile d'étudier les classes moyennes sans tenir compte du changement culturel. Chez nous, Mümtaz Turhan a essayé de traiter ce problème en s'appuyant sur des enquêtes dans certains villages de Kars et sur des émigrés de Kayseri. Mais les enquêtes étant très limitées, le résultat n'est pas satisfaisant<sup>1</sup>.

Ce qui manque dans les chiffres données par Le Genissel, c'est la connaissance sur l'accroissement rapide dans le nombre des machines agricoles entre 1951 et 1956. D'après la déclaration récente du Directeur Générale de la fabrique des tracteurs en Turquie, Mr. W. Foss, notre pays possède actuellement 40.000 tracteurs, tandis qu'il a besoin encore 35.000. Mr. Foss éclaircit que de 77 millions hectares de terres dans tout le pays, 19 mls. sont des champs cultivés, 33 mls. de pâturages et de prairies, 2 mls. des jardins, 10 mls. les forêts, 13 millions hectares les terres non arables. Les tracteurs sont utilisés seulement dans le 10 % des champs cultivés.

---

1) Prof. Mümtaz Turhan. **Kültür Değişmeleri**, (en Turc) 1951.

La Compagnie des machines agricoles, fondée à Ankara, a pour but non seulement la fabrication de ces machines, mais, en même temps la fabrication des accessoires, la préparation de tous les moyens d'emploi de ces machines, et pour ainsi dire, l'élévation dans quelques années à un nombre suffisant pour l'agriculture mécanisée de la Turquie.

Le Bureau des Recherches Sociales de l'Université de Columbia a publié en 1954 une étude sur les communications des groupes d'auditeurs en Turquie, dans laquelle on présente les résultats des enquêtes appliquées dans les journaux, les cinés et les radios pour faire des investigations sur le changement culturel. Le résultat général est le suivant :

A. Les Turcs traditionnels	19%
B. Les Turcs en transition	40%
C. Les Turcs modernes	40%
D. Indéterminés	1%

Ces pourcentages sont les résultats globaux de plusieurs études. Le livre comprend des tableaux éclaircissant le problème de point de vue différents :

Caractéristiques sociales	Les Turcs modernes	Les Turcs en transition	Les Turcs traditionnels
revenu : moyen ou supérieur	85%	86%	43%
Occupation : travail spécialisé ou niveau plus haut	75%	51%	18%
Hommes de lettres	98%	71%	19%
Niveau moyen	70%	46%	8%
Population urbaine	81%	61%	35%
Âge : au-dessous de 50	86%	83%	66%
Nombre des réponses	(105)	(105)	(105)

Ce tableau quoi qu'il soit incomplet, nous donne un aperçu général sur le changement social. Ainsi nous sommes au seuil d'une étude prochaine qui sont en changement perpétuel, et dans lesquelles les trois types traditionnel, transitionnel et moderne sont en lutte cachée ou apparente. En attendant ces nouvelles études, nous devons nous contenter actuellement d'une ébauche sur le rôle des classes moyennes en Proche-Orient et particulièrement en Turquie.

Le problème de l'habitation découle nécessairement de celui des classes moyennes. Car ces classes qui sont très chargées par l'oppression du coût de la vie souffrent le plus du resserrement des habitations dans les villes, surtout

à Istanbul, Ankara et Izmir etc. La location moyenne d'un appartement de 3-4 pièces coûte 250 Ltqs. Une famille qui gagne 1000 ltq (le maximum pour les fonctionnaires) doit dépenser le 1/3 pour l'habitation ; dans des conditions moins favorables elle doit dépenser le 1/3, même 1/2 de son revenu. Les migrants se sentent obligés de chercher un habitat de meilleur marché, ce sont, d'une part, les amphibies : paysans-ouvriers qui rentrent saisonnièrement à leurs champs, d'autre part, les hommes qui cherchent le confort, le loisir et le travail plus développé dans les villes. Ils sont les ouvriers qualifiés qui ont une caisse d'épargne ou les hommes partiellement instruits de la population rurale qui seront les candidats des classes moyennes et qui mettront au jour le problème de la migration interne du village à la ville.

Le problème de l'habitation a trouvé chez eux une solution entièrement nouvelle, la construction des petites maisons pendant une nuit (*Gedjekondou*). Dans les grandes villes de la Turquie, surtout à Istanbul, il y a des quartiers périphériques constituées de cette façon : ces maisons sont bâties sur les terrains publics, sans l'autorisation des municipalités. Le *Gedjekondou* est un fait social surgissant dans les cadres des classes moyennes les plus basses qui font des efforts pour se soutenir. Ces faits qui révèlent la lutte entre la nécessité économique et les normes juridiques, sont en évolution constante. Dr. Ekmel Zaidil et certains de nos élèves ont étudié ces faits à Istanbul.

Comme l'avait si bien remarqué E. Beaglehole, dans son article sur l'évaluation des transformations techniques provoquées (*Bulletin International des Sciences Sociales*, vol. VII, no. 3, 1955) il faut avoir des méthodes précises pour l'évaluation des transformations techniques chez les pays sous-développés. Les classes moyennes qui sont les plus affectées de cette transformation sont enclins ou bien d'adopter la technique moderne d'une manière fortuite, ou bien elles se réfèrent à un agent de transformation qui rabaisse les pertes du temps et de l'énergie et rend possible l'adaptation à la culture nouvelle ; ainsi, la transformation technique, au lieu d'avoir une place marginale dans la culture traditionnelle invariable, se réalise corollairement avec la transformation et l'adaptation de la culture nationale.

Pourquoi par exemple, comme nous avons rencontré en Anatolie il y a dix ans, les tracteurs restent-ils inemployés ? Pourquoi l'hôpital moderne, dans certaines régions, a-t-il tant de lits vides ? Tandis que beaucoup de personnes infectées ne sont pas pris de mesures de précaution, excepté les pratiques de superstition ? Pourquoi les paysans ayants des récoltes suffisantes, les villes souffrent du resserrement de provisions ? Pourquoi les paysans quand ils auront besoin d'un aide sanitaire, au lieu de consulter le médecin ou le vétérinaire étaient enlisés dans leurs pratiques magiques ?

Toutes ces questions qui attendent encore des réponses dans certaines

régions sous-développées du pays, et surtout parmi les classes pauvres ou moyennes, ne peuvent pas se résoudre par l'étude des généralités statistiques, mais par des recherches d'anthropologie sociale qui ne sont pas assez avancées dans le monde entier. Pour la Turquie, les monographies approfondies d'un village stagnant, faite par Paul Stirling et d'un village en transformation par Ibrahim Yasa sont les premiers essais. La répercussion sociale des instituts de villages sur leur milieu ambiant est étudié par Mlle. F. Acara dans sa thèse de doctorat : ces instituts inculquant les idées modernes aux enfants villageois a-t-ils des effets néfastes ou bien sont ils un facteur de redressement culturel et économique en Anatolie ? C'est une question qu'on avait posé il y a dix ans, et on a répondu pour et contre sans s'appuyer sur aucune étude sérieuse. Le candidat faisant des enquêtes dans plusieurs instituts de village d'Anatolie, est en train d'arriver à des résultats précis. (Un résumé de cette thèse est paru dans les Actes du XV. *Congrès International de Sociologie en 1952, Istanbul*). Cependant, excepté certaines ébauches d'observations de Turhan Yörükan et de Mümtaz Turhan aux environs d'Ankara et à Kars, toutes ces recherches sont loin encore de prendre le sujet au point de vue d'anthropologie culturelle et de psychologie sociale. Bref, pour planifier les transformations sociales, il faut d'abord évaluer la situation actuelle par des experts de compétence technique et scientifique, invités des pays développés, et sur les résultats d'une enquête initiale " former un personnel national pour remplacer les experts étrangers."<sup>1</sup>

Ici, la première étape de cette transformation, l'étape d'étudier toutes les particularités du pays en ce qui concerne le changement social n'étant pas suffisante, nous ne pouvons pas encore parler d'un programme de planification économique et de changement culturel.

Il y a seulement quelques années qu'en parcourant certaines régions en Asie Mineure, il était très facile de voir sur votre trajet des tracteurs rouillés et détruits, laissés par les paysans. Ces machines inemployés qui n'étaient pas, malheureusement, constatées par les bureaux de statistiques, signifiaient, apparemment, une inadaptation de la technique moderne à l'exploitation ancienne. Il paraît que certains paysans ne veulent ou ne peuvent pas utiliser ces machines. Cela provient peut-être de l'absence des accessoires pour la réparation, de l'insuffisance des terres, de l'incapacité de la terre pour un défrichement profond, de l'inertie traditionnelle qui empêche l'adoption des inventions modernes, de la superstition résistant contre nouvel esprit positif, etc. Toutes ces explications attendent des études patientes pour toutes régions, que l'état actuel de la sociologie turque ne peut pas les satisfaire.

---

1) E. Beaglehole, article cité.

## SUPPLEMENT I

I. — Vers le déclin de l'Empire, le dernier siècle de la dynastie Ottomane, la noblesse féodale et la classe dirigeante étaient tous réformistes et occidentalistes pour assurer l'autonomie de l'Empire contre le danger de désintégration. Cette tendance créa la classe bureaucratique, émancipa les minorités par l'intervention du capital étranger, et forma le noyau d'une classe des marchands turcs (Hayriyé esnafı). Cette transformation peut être considéré comme le début de l'activité des classes moyennes en Turquie.

La tendance occidentaliste, étant accélérée dans la classe bureaucratique intellectuelle, (et les minorités étant devenues un danger grave menaçant l'unité de l'Empire), elle avait forcé la classe dirigeante et surtout le Sultan de déclarer l'hostilité contre les idées libérales des classes moyennes. Ainsi naquit la persécution de Hamit II.

I. — Le rôle des classes moyennes dans le mouvement d'occidentalisation se présenta dans ces points :

1. L'institution gouvernementale à la main des derniers Sultans avait formé des gens pleins d'esprit moderne. Ces gens constituaient la partie assez importante des classes moyennes, laquelle partageait à soutenir la tendance occidentaliste, d'abord par la presse, plus tard à l'étranger contre l'attaque du pouvoir. Cette tendance était représenté par le parti des unionistes.

2. Les survivances des anciennes classes féodales, la classe d'artisanat et de petits propriétaires représentées par l'élite religieuse voulaient garder le statu quo de l'Empire par l'attachement à la tradition musulmane. Les medressés, les ordres religieux appuyaient ce mouvement.

3. Enfin, l'éveil de la conscience nationale parmi les minorités de l'Empire, surtout dans les classes moyennes avait suscité la tendance nationaliste chez les dirigeants qui se tenaient toujours à l'écart de ce dernier mouvement pour ne pas causer la désintégration.

Ainsi, ces trois tendances, moderniste, islamiste et nationaliste, étaient nourries et développées par les classes moyennes de la Turquie. Et ces mouvements si divergeants étaient basés sur les mêmes classes, propagés par le

même souci de garder l'intégrité de l'Empire, et se rapprochèrent pendant la première Guerre Mondiale.

III. — La République Turque est le résultat de ces tendances sous la suprématie du mouvement d'occidentalisation. Il avait pris son élan de l'élite européanisante, qui forme la partie la plus avancée des classes moyennes.

1. La faiblesse de l'entreprise privée en Turquie, excepté les marchands et industriels des minorités, et la résistance contre le capital étranger obligea le mouvement occidentaliste à soutenir l'étatisme économique et augmenta le nombre des fonctionnaires et des employés dans les entreprises de l'Etat.

2. Ainsi, la première étape était favorable pour les classes moyennes ayant du traitement ou du salaire, mais défavorable pour les classes moyennes ayant des revenus indépendants. Dans la seconde période, c'est la seconde partie de ces classes qui est en expansion avec les grands propriétaires et les entrepreneurs.

3. Mais la nécessité d'une recherche d'équilibre entre l'investissement de l'Etat et la capacité économique du pays, doit conduire à une planification basée sur l'étude sociologique des classes sociales.

IV. — 1. Les mouvements révolutionnaire et réactionnaire en Turquie sont propagés et soutenus successivement par les classes moyennes. Ce n'est pas les capitalistes (qui surgissent en plusieurs pays pendant et après La Seconde Guerre Mondiale, dans des conditions extraordinaires), ni les ouvriers qui sont bien loin de représenter une classe, ni les petits paysans qui n'ont pas la conscience de classe, mais les classes moyennes les plus cultivées, mécontentes de leurs situations qui organisèrent les partis politiques et prirent le pouvoir.

2. Les réformes étaient soutenues par les intellectuels appartenant à ces classes. Aujourd'hui c'est par leurs pouvoirs qu'elles sont conservées. Tandis que tout mouvement réactionnaire vient de l'autre côté des classes moyennes, mais ce mouvement peut se répandre seulement parmi le peuple inculte, ou bien parmi les chefs féodaux des grands domaines.

V. — Les Réformes que la Turquie a vus entre 1923-1935 ont passé de plusieurs étapes:

1. La suppression du Califat et de la Théocratie,
2. La Constitution de l'Etat turc en une République démocratique,
3. La séparation de l'Etat et de la Religion, le laïcisme, l'abolition des medressés et des ordres religieux,

5. La réforme de coiffure,
6. L'adoption des caractères latins.
7. La réforme juridique et l'adoption du Code civil occidental,
8. La suppression de l'enseignement de l'arabe et du persan,
9. La réforme linguistique,
10. La lutte contre l'analphabétisme,
11. Le redressement économique par l'industrialisation étatique et par l'agriculture mécanisée.
12. La fondation des Universités modernes.

Mais, ces réformes doivent être complétées en attirant l'attention sur ces points :

inculquer l'esprit de recherche au lieu de l'esprit du verbalisme,  
inculquer aussi l'esprit d'entreprise et de travail au lieu de l'esprit bureaucratique,

fonder un nouveau système d'éducation pour aider à la transition du type communautaire vers le type particulariste,  
planifier les entreprises économiques d'après les bases scientifiques. et socialiser certaines institutions économiques,  
constituer les Associations professionnelles,  
concilier les institutions modernes avec les moeurs et les coutumes du pays.

La formation sociale de la Turquie, bien que nous n'avons pas une étude globale du pays, nous paraît, en général, comme une formation communautaire ébranlée. Sa caractéristique principale est l'hétérogénéité culturelle sous l'effet des relations avec la civilisation européenne. Les migrations et l'échange des populations, l'établissement des réfugiés en 1876, 1912, 1936, 1950 ont accentué ces problèmes.

Le changement culturel est le phénomène essentiel pour la Turquie, et il est nécessaire de l'étudier selon les classes sociales.

La répercussion du changement culturel dans les couches sociales différentes peut être exposé ainsi :

A) le rôle des classes moyennes est ou positif ou négatif, et la tension entre le moderne et le traditionnel est très sensible dans ces classes.

B) Le rôle des grands propriétaires est conservateur et parfois réactionnaire,

C) le rôle des paysans est indécis, sauf les paysans amphibies qui vivent et travaillent entre les villes et les villages.

L'éducation qu'on doit donner selon les besoins des classes peut être exprimé ainsi :

1. L'éducation générale doit être humaniste et nationale, imbue d'un esprit scientifique,

2. l'éducation doit être faite conformément à la méthode de l'école active et d'après l'éducation de l'entreprise personnelle,

3. l'éducation populaire doit être intégrer l'apprentissage et l'instruction avec l'éducation civique.

Ces conditions peuvent-être satisfaites quand elles sont basées sur des études régionales sociologiques :

a) l'intégration des réfugiés dans le pays, b) l'intégration des groupements ethniques hétérogènes dans l'unité nationale, c) le redressement du niveau de culture par la vie du travail et par la différenciation des fonctions bien adaptés, d) le renforcement des classes moyennes par l'Association professionnelle, par le développement de l'éducation professionnelle enfin, par l'intervention éducative de l'Etat pour le développement de l'esprit de solidarité et de l'entreprise personnelle, par l'attachement des ouvriers et des paysans aux Associations et aux syndicats, par la distribution des terres aux paysans sans propriété.

Selon les statistiques de 1955 la population de la Turquie est environ 25.000.000.

## SUPPLEMENT II

Selon la loi du travail les ouvriers en Turquie sont :

483,687 hommes

74,956 femmes

---

558,643 total

Ces ouvriers sont inscrits, selon la loi du travail, dans une usine contenant minimum 10 travailleurs. Ceux qui ne sont pas inscrits, c'est à dire les ouvriers travaillant dans les petits ateliers, ou bien ceux qui travaillent sans être attaché à aucun atelier peuvent toucher approximativement 400,000 personnes. Alors, l'ensemble des ouvriers en Turquie touche 950,000 personnes.

Selon les registres de la Confédération, les petits commerçants et les artisans étaient en 1956, 395,106. (Les Fédérations et les Associations sont incluses dans ce nombre.)

Il y a	1270	Sociétés de petits commerçants
	71	Associations
	9	Fédérations
	<hr/>	<hr/>
	1350	Le total

La Confédération englobe l'ensemble des associations d'artisanat et de petit commerce.

Le nombre des professeurs et des maîtres dans l'enseignement secondaire (y compris les lycées, les écoles normales, les instituts ruraux et les écoles secondaires).

3507	hommes
2936	femmes
<hr/>	<hr/>
6443	total personnes.

en 1956, ce nombre est augmenté en 6627 personnes.

	hommes	Femmes	Total
Maitres d'école	30,271	10,247	40,518
Instituteurs	3,201	1	3,202
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
L'ensemble	33,472	10,248	43,721

Dans l'enseignement supérieur (le corps enseignant)

Dans les Facultés de trois Universités	1196
Dans les écoles supérieurs	596
	<hr/>
	1792 en 1948

43,721 dans l'enseignement primaire

6,627 dans l'enseignement secondaire  
1,792 dans l'enseignement supérieur

---

52,140 est le total des professeurs et des maîtres d'école en Turquie.

6719 avocats  
740 avocats sans diplôme  
6500 ingénieurs diplômés

Pour l'ensemble des fonctionnaires et des employés travaillant dans les offices et bureaux gouvernementaux est approximativement 450,000.

Il faut noter aussi la relation entre les classes et la mobilité sociale: D'abord la migration interne des villages vers les villes a l'influence sur le changement des classes. Cette migration provient d'une part, de la recherche auxiliaire du travail et crée le type amphibie industriel-agriculteur. Elle diminue la capacité de production et n'aide pas à l'expansion des classes moyennes. Mais une quantité d'émigrés qui cherchent le travail dans les villes pour s'y installer en vendant leurs terres à la campagne deviennent marchands-ambulants, des grands-paniers, artisans, et dans la couche inférieure des classes moyennes, et parfois ils s'adhèrent à la classe inférieure.

Surtout l'expansion de l'éducation est une cause de la mobilité sociale. Ceux qui sont instruits cherchent des meilleures conditions : ils deviennent ou bien fonctionnaires, employés, ou bien artisans, mais ne quittent pas entièrement leurs terres paternelles. Parmi lesquels il y a une quantité non négligeable qui sont les déracinés.

Les statistiques nous montrent que, depuis 30 ans le nombre des lettrés est sensiblement accru.

En 1935 le pourcentage des alphabètes était :

31,0 % chez les hommes  
10,5 % pour les femmes

En 1945 le pourcentage est :

39,5 % pour les hommes  
14,6 % pour les femmes

Situation des enfants non inscrits aux écoles primaires

Dans tous les villages	en 1941-42
garçons	67,5 %
filles	83,2 %

Seulement dans les villages à école primaire en 1948-49

garçons	29,4 %
filles	46,7 %
Dans toutes les villes,	en 1941-42
garçons	26,1 %
filles	56,1 %
Dans toutes les villes,	en 1948
garçons	25,0 %
filles	43,0 %

Evolution de l'activité dans le domaine de l'instruction :

L'ensemble des écoles	en 1933	7120
	en 1939	8625
	en 1948	16589
	1949	16050
Nombres d'instituteurs	en 1933	19651
	en 1939	23698
	en 1948	44225
	en 1949	42673
	en 1956	52136
Nombre d'élèves	en 1933	623610
	en 1939	944207
	en 1948	1615297
	en 1949	1649304

En 1949, dans les écoles secondaires il y avait 65,960 élèves ; dans les Facultés 20177, dans les écoles supérieurs 6223 étudiants. Une étude d'ascension sociale, que nous avons fait dans les registres universitaires a montré que les pères de 37 % des étudiants sont villageois ou d'origine rurale.

Presque toutes les familles des classes moyennes envoient leurs enfants à l'école, et au dessus de la moitié, à l'enseignement supérieur. Elles tâchent de les former pour qu'ils occupent les rangs les plus honorables de la hiérarchie sociale : ceux-ci étaient jusqu'aux dernières années les rangs de fonctionnaires. Mais depuis peu de temps on aperçoit un changement sensible vers les professions libérales, vers l'industrie et le commerce.

Il y a, environ 30 ans, que notre système d'éducation était semi-scolastique, semi-littéraire. Dans l'enseignement secondaire on donnait une instruc-

tion basée sur la mémoire, presque sans relation avec l'expérience et la vie. Les premiers essais de l'école active, et de l'enseignement basé sur le centre d'intérêt, était appliqué par Sâti (Sati-el-Husri) et Baltacioglu. Cette méthode était acceptée en 1926 pour l'enseignement primaire, en 1930 on avait introduit à l'enseignement secondaire. Cependant l'ensemble du système éducatif, surtout l'enseignement supérieur resta en un système livresque. D'autre part, la loi de l'obligation de l'enseig. primaire abaissait dans peu de temps le nombre des analphabètes. Cette augmentation était sensible aussi dans l'enseig. supérieur. Mais la hausse du nombre des diplômés ne changea pas l'aspect du problème social. Car, l'enseignement supérieur devrait être non pas un enseign. littéraire, livresque, sans aucune relation avec le milieu social qui sert à former des fonctionnaires bureaucrates, mais un enseignement approfondissant les spécialités, munis par l'esprit de recherche qui sert à former les entrepreneurs, ou les dirigeants des entreprises, les spécialistes de toutes sortes s'adaptations aux fonctions différentes de la société. Un tel enseignement peut changer l'aspect des classes moyennes et délivrer une de ses parties d'être simple machine bureaucratique. Pour assurer le changement culturel véritable dans les régions insuffisamment développées, il faut avant toute chose de faire une telle réforme d'éducation. C'est seulement après cette réforme que le résultat obtenu par l'augmentation du nombre des lettres et des diplômés sera une indice du progrès social. Le grand besoin aux techniciens, aux artisans et aux savants spécialistes dans tous les domaines de la vie sociale sera ainsi résolu.

Pour les familles pauvres, la formation de l'enseignement supérieur est très difficile. Cependant, les bourses consacrées aux étudiants bien réussis, le pensionat gratuit de certaines Facultés et écoles supérieurs et le pensionat à bon marché pour des jeunes gens qui viennent des provinces atténuent d'une grande mesure cette difficulté.

D'autre part, l'absence de cotisation des étudiants pour le corps enseignant, la quantité très réduite de l'immatriculation, la publication des cours universitaires par des Facultés, etc., sont des moyens qui facilitent cet enseignement pour la classe non aisée. Les diplômés des écoles supérieurs trouvent toujours des postes dans des offices du gouvernement. Bien qu'il est un bénéfice pour les jeunes gens, il est en même temps un inconvénient important : car, ils ne cherchent pas de se spécialiser dans les branches de la connaissance humaine, parce que l'état actuel de la plupart des offices ne le demande pas; et le niveau du besoin actuel déterminent le niveau et la manière de l'enseignement universitaire. La réforme dans la conception universitaire exige une entente entre les débouchés des anciens élèves (publics

ou privés) et les universités qui ne peuvent pas être indépendant de ces débouchés.

### SUPPLEMENT III

La Turquie est un pays essentiellement agricole, mais depuis 25 ans il est en voie d'industrialisation. La majorité de la population est agrarienne (82%). Et la réforme agraire est provoquée par l'Etat. Cette réforme est en réalisation par la loi de distribution des terres.

L'insuffisance des moyens de production, de la connaissance professionnelle, l'insuffisance des irrigations et des barrages, le resserrement des terres à cultiver étaient les causes principales du retard du développement agraire.

La répartition sur la carte sera exprimée ainsi : A l'ouest il y a une partie des domaines agraires dirigés par les grands propriétaires instruits. Mais la plupart se compose de petits propriétés agraires. Au centre, jusqu'à l'est le type de petites propriétés est dominant. Au sud-est il y a un croissant qui va vers l'est et se compose de grands domaines gérés par les sheyhs ou les aghas. La plupart des paysans de cette partie ont des propriétés insuffisantes ou bien ils travaillent comme des fermiers. Au nord, sur la Mer Noire il y a des contrées dont la terre est insuffisante pour le défrichement par suite des causes géographiques.

Aucune réforme n'est efficace si elle n'est pas basée sur une étude antérieure : par exemple, dans la réforme agraire la répartition égale n'est pas toujours conforme à l'expansion de l'économie du pays, même à la justice sociale. Si la répartition des terres se réalise selon les exigences d'un pays du Proche - Orient, il faut tenir compte des conditions hétérogènes des différentes régions ; il y a des cas où la répartition n'engendrera que des difficultés : par exemple, les paysans n'ayant pas de machines pour cultiver leur terre devront vendre leur terre à leurs créanciers et deviendront encore des fermiers. Il y a certaines régions montagnardes et arides dans lesquelles la distribution augmentera la pauvreté, tandis que dans d'autres régions elle suscitera la production et délivrera les paysans du fermage par la création des coopératives agraires. Sans étudier toutes ces particularités sociales du pays on ne peut pas obtenir des résultats requise de la répartition générale des terres.

Pour redresser l'économie agraire les apports considérés sont les suivants :

A. Crédits des Banques agraires subventionnés par l'Etat.

B. La constitution des fabriques des tracteurs et la mécanisation de l'agriculture,

C. La formation des coopératives spontanées et par l'entreprise privées qui est un facteur assez faible à l'égard du premier.

D. Les réfugiés et les établis en Anatolie (en 1912, 1936, 1950) augmentèrent le nombre des agrariens actifs et des artisans.

Le type amphibie vivant entre les villes et les campagnes est concentré surtout autour des centres et des combines industriels. Ce type se forme spontanément. La plupart habitent dans les hameaux aux environs de la ville et chaque jour vont et viennent par pied ou par leurs bicyclettes. Ceux qui viennent de loin pour s'installer en villes bâtissent leurs maisons en dehors de la ville sans acheter la terre et par leur propre mains. Ainsi surgit un conflit entre les municipalités et les nouveaux venus. Mais plus tard ils s'entendent avec la municipalité et parfois leurs situations se légalisent.

Il y a un type de migration interne de travail qui n'est pas installé en une ville et elle est sensible dans certains régions du pays : surtout au nord et partiellement au nord-est dont la terre est insuffisante pour la culture. Ce type provient de l'insuffisance du revenu agraire et pousse les paysans de chercher un travail auxiliaire. Ce type amphibie est très incertain et révèle des caractères d'insuffisance économique. La formation des nouveaux centres industriels est le moyen essentiel de les établir. Mais l'agriculture mécanisée en redressant la production, diminue d'autre part la main d'oeuvre, et une partie des fermiers et des métayers doivent chercher le travail dans les villes.

Le redressement était assuré par l'intervention ou par la protection de l'Etat. D'abord, l'intervention était dominante entre 1930 et 1950. Et depuis 1950 c'est la protection qui est en voie de prendre place dans le redressement de l'agriculture.

Dans les villes : Au point de vue de revenu, il y a deux parties des classes moyennes :

1. Le supérieur; les artisans, les petits commerçants, dont le revenu est plus haut que la consommation.
2. L'inférieur ; les fonctionnaires, et les employés, dont le revenu est moins de la consommation.

Au point de vue du prestige, de l'influence politique cette stratification n'est pas valable, et la partie inférieure a une influence plus grande que la partie supérieure.

Les artisans inclus dans la Confédération sont 395000. Mais il y a en a au moins deux tiers qui ne sont pas inscrits par des raisons différentes.

Il y a	1270	Sociétés de petits commerçants
	71	Associations
	9	Fédérations

Ce nombre est le signe qu'elles se sont formées spontanément, mais elles sont protégées partiellement par l'Etat.

Les fonctionnaires n'ont pas des syndicats, des Associations suffisantes pour leurs sécurités, sauf leurs sociétés scientifiques. Ils sont protégés par la loi du retraitement.

Les employés n'ont pas d'associations de sécurité et de syndicats, mais ils sont protégés par les Assurances des travailleurs fondées par l'Etat. Et ils sont considérés comme des ouvriers intellectuels selon la loi.

Les professions libérales, par exemple, les avocats, les architectes, les ingénieurs, les médecins qui travaillent par leur propre entreprise, les éditeurs, les libraires, etc. n'ont pas une organisation commune, mais chacune de ces professions a son association. Elles prennent place dans les classes sociales les plus aisées. Car elles ont des revenus suffisants. Ces gens sont partiellement entrepreneurs et ils sont en même temps intellectuels, et par ces caractères conciliateurs qu'ils rapprochent les deux parties des classes moyennes et par suite ils ont pris un rôle important dans la vie politique du pays.

#### *La stabilité et la perméabilité des paysans :*

A. Les paysans possédant des grands propriétés qui sont en minorités respectivement aux petits propriétaires revèlent un caractère de stabilité. Ils sont en train de se développer après l'introduction de l'agriculture mécanisée, et par ce moyen ils entrent à la vie politique et profitent des crédits bancaires.

B. Les petits propriétaires ruraux sont plus instables en vue des possesseurs des grands domaines. Si leurs terres sont insuffisantes pour leurs besoins, ils cherchent des moyens pour les compléter : a) ils donnent à leurs enfants une instruction qui les rendent capables pour trouver des occupations dans les professions libérales ou dans la bureaucratie ; b) ou bien ils s'installent eux-même dans les villes, pour faire petit commerce ; c) s'ils ont la chance de profiter des crédits et de la protection de l'Etat ils pénètrent à la classe supérieure.

C. Les paysans sans propriétés vivent en fermage et en métayage. Ceux-ci, ou certains de petits propriétaires dont le revenu est très restreint cherchent un travail auxiliaire, dans les centres industriels pendant les saisons qui ne sont pas occupées par des travaux agricoles. Par suite, ils sont dans une situation instable. Cette situation attire une quantité considérable de ces paysans qui habitent aux environs des centres industriels à la vie d'amphibie industriel-agricol. En outre l'agriculture mécanisée laisse certains paysans - métayers sans travail, et les obligent d'être ouvrier dans les usines. Ils sont la partie la plus instable des paysans et ils ont la tendance de passer à la vie ouvrière, ou être des marchands-ambulants. Ce dernier point donne la possibilité de pénétration à la classe moyenne.

*La stabilité et la perméabilité des groupements urbaines :*

A. La grande entreprise privée, industrielle et commerciale n'était pas développée jusqu'à 1910. Dans le commerce, les minorités (grecques, juives, etc. et certaines compagnies étrangères) étaient puissantes. Depuis lors, l'entreprise privée est en train de se constituer par des mouvements hésitants. Le système étatique entre 1930-1950 a dut attarder ce mouvement, mais après 1950 l'entreprise privée a pris son essor par la protection de l'Etat. Cette classe n'est pas encore constituée, et elle révèle les caractères d'indécision et d'instabilité en fonctions des mouvements politiques. Au lieu de diriger la vie politique elle subit son influence.

B. La petite entreprise des artisans, des petits commerçants et de certaines professions libérales est affectée des mêmes fluctuations économiques. Cependant elle est moins chancelant que les autres. Car les entreprises de l'Etat ne la détruit pas ; et même certaines branches sont développées sous l'impulsion des entreprises d'Etat ; tels que les marchands des fabrications régionales, les réparateurs, les installateurs, ceux qui travaillent dans les transports, etc.,. Les fonctionnaires et les employés aux degrés inférieurs souffrent le plus de la fluctuation économique.

C. Les fonctionnaires et les employés rentrent d'une part aux classes moyennes, même à la classe supérieure par leur prestige et leur influence politique, s'attachent d'autre part, au moins un de leurs degrés, à la classe inférieure au point de vue de leur revenu. La première catégorie de cette classe est toujours influente sur la vie politique, et par conséquent, elle est le pivot de l'équilibre social. Le développement des entreprises de l'Etat est assuré par leur pouvoir politique. Cependant l'insuffisance de l'entreprise privée pousse cette classe à une vie politique instable, sans être attaché à une base solide sociale.

D. Quant aux ouvriers, ils ne forment pas toujours la classe inférieure urbaine. Surtout les ouvriers qualifiés et spécialisés prennent des salaires dépassant l'appointement d'une grande quantité des employés. C'est pour cela que les petits paysans vivants aux environs des villes préfèrent de vendre leurs terres, s'installer dans les villes et devenir travailleurs des usines.

*La conscience et la mentalité de classe en Turquie :*

A. Chez les petits paysans on ne peut pas chercher les caractères distinctifs d'une classe sociale, ni la conscience d'une classe. Leurs situations instables (dans des conditions que nous avons décrit auparavant) donne la possibilité de leur urbanisation et leur fusion avec les autres groupements sociaux. Leur mentalité est à l'origine conservatrice, attachée à la tradition du pays. Mais l'instabilité sociale, par la migration interne du travail et par leur initiation à la vie industrielle et commerciale urbaine influe sur leur mentalité. En groupe, ils sont impénétrables mais, séparément, chacun cherchant des travaux dans les villes s'adapte facilement aux nouvelles conditions. La plupart retourne à leur village et, pour ainsi dire qu'ils gardent leurs traditions. Ceux qui s'installent en ville ont beaucoup de chance pour changer leur mentalité.

B. Les grands propriétaires ruraux sont les plus conservateurs surtout à l'est et au sud-est du pays. Ils sont moins apte à changer leurs coutumes, sauf leurs enfants qui sont instruits dans les universités des grandes villes et dans les pays européens. Ceux qui sont instable ont un sentiment traditionnel de classe.

C. Les classes moyennes des communautés urbaines sont sensiblement plus capable au changement social. Ils acceptent facilement les réformes d'occidentalisation, et sont disposés à recevoir les nouveautés. Nous apercevons cette disposition chez les fonctionnaires, les professions libérales, étant donné qu'ils représentent l'élite européenisante du pays. Ils ont la conscience de leurs classes. Cependant il faut ajouter que, excepté les professions libérales, ils n'ont pas d'associations suffisantes pour leur solidarité professionnelle. Les instituteurs, les professeurs, les artisans sont en train d'organiser leurs associations. La vie tourmentée de certaines parties des classes moyennes va accuser la conscience de classe, semble-t-il, dans un proche avenir.

D. Ce qui manque dans ces classes ce sont les syndicats, les associations, l'assurance de sécurité organisés spontanément par ces groupements, sans intervention ni protection de l'Etat. D'abord l'absence et actuellement la grande insuffisance de l'entreprise personnelle sont des causes de l'insécurité et de la souffrance de ces classes. En outre, il faut ajouter que la classe parasitaire qui est le joug le plus lourd sur des classes moyennes provient essentiel-

lement de l'insuffisance de l'entreprise personnelle et de la solidarité professionnelle dans ces classes. Ce sont les mêmes conditions qui les poussent à chercher des mesures provisoires et instables dans la vie politique.

E. Les ouvriers ont leurs syndicats, ils sont protégés par la loi du travail par les assurances du travail, mais ils n'ont pas le droit de grève.

#### LE RAPPORT FINAL

M. Haesaert, directeur scientifique de la Conférence de Zagreb a fait le résumé des rapports des délégués participant l'activité dudit conférence, en même temps il a donné un aperçu général des discussions sur le rôle des classes moyennes dans les pays du Proche - Orient.

Pour compléter le rapport concernant la Turquie, nous mettons à la fin de notre article les points essentiels du rapport final, sans partager la somme de ses conclusions qui nous nous serviront d'une comparaison parmi les pays respectifs, et nous nous dispenserons d'ajouter tous les détails des discussions:

“ En 1955, un Séminaire serait organisé au Moyen - Orient sur le rôle des classes moyennes dans le développement économique. ”

Ce thème avait, dans la suite, reçu cette forme :

“ Le rôle des classes moyennes dans les pays de la région méditerranéenne subissant un développement social et économique rapide. ”

La région envisagée, le Moyen - Orient, était en fait, outre l'Iran, le Proche - Orient. Le siège de la réunion avait d'abord été fixé à Istanbul; des raisons d'opportunité le firent déplacer à Zagreb. Il a paru utile aux fins d'avoir des termes de comparaison, d'impliquer dans la Conférence, d'autres pays bordant la Méditerranée, notamment la France et l'Algérie, l'Italie, l'Espagne, la Yougoslavie. Quant aux régions économiquement développées, les organisateurs se sont arrêtés à la Grande - Bretagne, aux Etats Unis de l'Amérique du Nord et à la Russie.

#### *Observations Générales :*

1. Englober des pays aussi divers que l'Arabie, l'Egypte, la Grèce, l'Irak, Israël, la Jordanie, le Liban, la Turquie et l'Iran, dans une étude d'ensemble constitue presque une gageure. Sans doute présentent-ils entre eux des ressemblances : une économie pour une large part agricole et où l'industrie, limitée à peu près au textile ou à la transformation des produits alimentaires, n'est que complément ; des densités humaines, en général, fortes et même excessives ; un prolétariat assez misérable et analphabète, à côté ou en face d'une minorité de richards fréquemment très cultivés mais d'ordinaire peu

conscients de leurs devoirs sociaux ; une tradition et une religion dont l'influence, demeurée puissante, retient les populations dans des habitudes désuètes, du moins aux yeux de maints occidentaux. Déjà que de réserves à faire, et surtout que de différences à souligner !

En se bornant aux pays d'obédience islamique, quels traits communs relever, par exemple, entre la Turquie et l'Égypte ? La première, au point de vue géographique à la fois européenne et asiatique, comportant les climats continentaux, méditerranéens et subtropicaux, fertile sur de larges étendues, possédant en Arménie et en Anatolie d'énormes richesses minières, ne semble poser que des problèmes aisés à résoudre à une population peu dense, qui dispose de la place voulue pour s'étendre à son gré ou selon ses besoins : et que la séparation de l'Église et de l'État a rendue sensible à l'esprit de l'Occident. Depuis la révolution d'Atatürk, de puissants organismes étatiques — l'Etibank, la Sümerbank, l'Ichbank — ont veillé au développement régulier du secteur industriel qui semble prospère et qui a profité au bon moment de l'aide Marshall. À côté de l'industrie légère (textile, papier, cuir, chaussures, sucre, tabac, boissons alcooliques, transformation des produits alimentaires), l'industrie lourde a pris son essor avec la métallurgie du fer et de l'acier, les cimenteries, les verreries, les fabriques de produits chimiques, d'armements et de machines agricoles. Cette variété a permis une économie équilibrée et capable de résister aux vicissitudes de la conjoncture internationale.

En somme, la Turquie a pris résolument la voie de l'industrialisation, voire de l'occidentalisation et, favorisée par ses ressources naturelles, elle la suit, depuis vingt-cinq ans, dans un calme relatif, sans devoir craindre des difficultés insurmontables.

En regard, la position de l'Égypte paraît plutôt difficile ! Essentiellement pays-oasis, elle est vouée à l'agriculture. Celle-ci dépend toutefois du Nil et ne couvre que 35.65 km<sup>2</sup> sur un territoire qui en a 995.000. Cet espace ne suffit pas à nourrir ses quelques vingt millions d'habitants. En 1951, la zone cultivée et habitée avait une densité de 595 habitants au km<sup>2</sup> ; elle est donc supérieure à celle de la Belgique et de la Sarre ; l'accroissement annuel, de plus de 300.000 âmes, va continuer encore longtemps au même rythme, et la production est incapable de le suivre. Le pays semble, dès lors, condamné à voir son niveau de vie non seulement rester bas, mais baisser encore, et d'autant plus que son industrialisation, qui se limite presque au textile, n'est guère avancée et doit lutter contre une pénurie décourageante d'investissements : tributaire des capitaux étrangers malgré son nationalisme, la faiblesse du revenu national ne permet pas à l'Égypte d'espérer une épargne suffisante.

te et d'autant moins que celle qui se constitue est mal répartie. Au point de vue du commerce international, sa position est assez précaire ; basée surtout sur les produits agricoles, elle est peu faite pour résister aux crises du marché mondial.

Mais surtout la situation sociale y est tendue. L'Islam dont les préceptes ne sont pas toujours favorables aux exigences d'une économie du type occidental, est demeuré religion d'Etat ; par ailleurs, sous le nouveau régime, les structures sociales traditionnelles ont été ébranlées : le fellah et l'ouvrier ont pris conscience de leur dignité d'homme et expriment des exigences qui ne peuvent, pour le moment du moins, être satisfaites. La classe ouvrière est, en outre, divisée : il y a des favorisés, dont la façon de vivre est supérieure à celle de leurs camarades européens, tandis que d'autres qui sont majorité, croupissent dans une misère dont l'Occident a perdu le souvenir. Coupons court, l'Egypte a devant elle une tâche ardue de construction et de rééquilibrage ; elle vient à peine de l'entamer ; et elle poursuit son effort dans des conditions parfois pénibles et qui resteront telles encore longtemps.

Bornons-nous à cette confrontation. Tenons pour acquis que les pays du Croissant fertile forment une unité où le Liban, mi-chrétien, fait bande à part ; que l'Iran, dont la langue, restée indo-européenne, révèle à elle seule déjà une culture autonome dans la communauté musulmane, lui aussi a sa physiologie propre ; que la Grèce enfin occupe une position marginale entre l'Orient et l'Occident. Dans ces conditions, les problèmes doivent, en principe, se poser différemment pour chaque pays intéressé et comporter des solutions particulières. Telle est du moins l'hypothèse de travail qui s'impose au départ, quitte à voir se dégager, au cours des exposés, des similitudes qui permettront l'accord sur des conclusions communes, lesquelles ne pourront jamais être nombreuses.

2. Le thème tel qu'il a été proposé est, à la fois, ambigu et obscur. Il comporte deux parties principales. La première est purement théorique et porte notamment sur trois concepts : les classes moyennes, la stratification, le progrès économique. De quoi s'agit-il ?

D'abord, en ce qui concerne les classes moyennes et la stratification sociale, a-t-on voulu se borner aux premières, a-t-on plutôt voulu étendre l'étude à la seconde ? En tout cas, le dispositif de la décision de l'UNESCO porte sur celle-ci. Mais au cours de la correspondance et des conciliabules préalables, les classes moyennes ont pris, assez accidentellement, l'avantage. Ce glissement fortuit a fort influencé les rapports initiaux. Il n'en reste pas moins

vrai que le dispositif est resté tel qu'il était à l'origine. Donc : stratification sociale. Il est tout aussi exact que les travaux ont été, du moins au début, centrés sur les classes moyennes.

Quoi qu'il en soit, classes moyennes ou stratification, qu'est-ce à dire ? Et que faut-il entendre par progrès économique ?

La notion de classes moyenne ou plutôt des classes moyennes, suscitée, dans les vieux pays économiquement développés où elles furent ou sont une réalité, de telles controverses que les sociologues ont renoncé à toute définition ; ils se contentent de décrire les classes, leur donnant un contenu variable selon les circonstances. Appliquer le terme à des catégories en pleine évolution comme celles que connaît le Proche-Orient, paraît hasardeux et suppose le problème résolu, alors qu'il n'est même pas posé.

L'emploi du mot " stratification " ferait courir moins de risque à cause de son extension plus large, s'il avait une signification sociologique. Il n'en a pas, sauf peut-être qu'il suggère l'idée d'une hiérarchie. Mais quelle est la base de celle-ci ? Autant d'auteurs, autant d'opinions ! Son grand défaut est néanmoins d'emprunter à la géologie la notion de *couches*. Or, parler par comparaison n'est pas le fait de la science et ne résout rien : il s'agit de savoir quel phénomène social réel se cache derrière l'image ou est caché par elle. Notons aussi qu'à côté du sens qui vise une *situation*, le mot peut s'appliquer au *processus* dont elle résulte.

Le " progrès économique " enfin, est une fausse idée claire qui demande en soi des précisions, et qui en réclame davantage encore lorsqu'il s'agit de l'appliquer à une situation concrète. Si, en Occident, le progrès économique s'interprète surtout en termes d'industrialisation, en est-il de même là où l'agriculture forme une base traditionnelle et fondamentale de l'économie ? Et peut-on parler de progrès, lorsque la transformation rompt un mode de vie considéré, à tort ou à raison, comme une valeur incontestable ? La notion paraît, dès l'abord, assez floue et ne peut être précisée qu'en fonction d'une situation dont le caractère complexe rend l'analyse d'autant plus délicate qu'elle comporte, avec des constatations de fait, des jugements de valeur.

La seconde partie du thème a une portée pratique comme il appert suffisamment du texte. Son objet est bien limité : établir des projets d'éducation et d'apprentissage pour répondre aux nouveaux besoins de la région, sous ce rapport. Comparé à la partie scientifique, il paraît toutefois assez mince : le risque était grand qu'emporté par son impulsion première, le Congrès ne s'aventurât à sortir des cadres étroits tracés par l'activité de l'UNESCO et de

l'ISA, pour déborder dans l'économie politique, dans la démographie, dans la politique, empiétant ainsi sur les domaines qui relèvent d'autres organismes.

3. Quels résultats pouvait-on attendre *a priori* de la Conférence ? Uniquement de poser des problèmes, de faire le point, de fournir quelques éléments de solution, de créer des contacts entre chercheurs qualifiés. L'étude proposée était, en effet, d'une telle ampleur, elle supposait une information si complète et si exacte — alors que l'absence en était flagrante ! — qu'il était dès l'abord certain qu'une simple Conférence, réunissant une vingtaine de spécialistes pendant une dizaine de jours, ne pouvait y suffire.

4. Ces écueils auraient-ils pu être évités dès l'abord ? Nous ne le pensons pas. Il appartenait à la Conférence elle-même de les reconnaître et de les éliminer ou contourner dans la mesure du possible. En fait, elle s'y est constamment appliquée, si bien qu'elle a réussi à adapter ses objectifs aux possibilités pour arriver en fin de compte, croyons-nous, à des conclusions pratiques et concrètes comme il lui était demandé.

#### BIBLIOGRAPHIE

##### Livres

AĞAOĞLU, SAMET — Küçük sanat meseleleri, 1939.

AĞAOĞLU, SAMET — Küçük sanat dâvası [du livre de l' " Economie en Turquie" 1944]

ATAY, FERİHA — Monographie de Sivrihisar, 1951, non publiée

BAHA, HAKKI — Kooperatifçilik, 1930.

BARKAN, Ö. LÜTFİ — Kanunlarımız, 1951.

BARKAN, Ö. LÜTFİ — Çiftçiyi topraklandırma kanunu ve Türkiye'de ziraî reform 1946.

BARKAN, Ö. LÜTFİ — Türk toprak hukuku tarihinde Tanzimat (Tanzimat 1938)

BAUER, ARTHUR — Classes sociales, 1902.

BELIN, S. — Histoire économique de la Turquie (trad. en turc) p. M. Ziya, 1931).

BELIN, S. — Histoire commercial de la Turquie (trad. en turc. p. M. Ziya 1933).

CEMİL, ALÂADDİN — Kooperatifçilik

CEVDET, M. — Zeyl-i İbn Batuta (en arabe, en turc), 1928.

CLEMENS, RÉNÉ — Travaux du séminaire de sociologie, 1949.

DODD, — Social relations in Near East, 1932.

DÜRKHEIM, E. — Leçons de sociologie publié par H. N. Kubali, 1954, İstanbul.

- ERGİN, OSMAN — Türkiye'de şehircilik, 1936.
- ERGİN, OSMAN — Mecelle-i umum-i-Belediye, Birinci cilt.
- ERGİN, OSMAN — Maarif tarihi, 1942.
- FINDIKOĞLU, Z. F. — Transformation du code familial en Turquie, 1936.
- FINDIKOĞLU, Z. F. — Tramvay işçileri, 1949
- FINDIKOĞLU, Z. F. — Tanzimatta içtimai hayat (Tanzimat cildi, 1938).
- FINDIKOĞLU, Z. F. — Ziya Gökalp, Paris 1935
- GALANTİ, A. — Les juifs d'Istanbul, 1930.
- GALANTİ, A. — Les Juifs de la Turquie, 1931.
- GÜLEK, KASIM — Değişen Dünya karşısında Türkiye. 1955.
- LYND AND LYND — Middletown, 1929.
- GÜRKAN, M. Türkiye'de istihsal vasıtalarının tekâmülü, thèse de license, 1946
- HAESERT, P. — Sociologie, 1948
- HANSON, A. — The Turkey of today (traduit en turc)
- IBN BATUTA, Seyahatname (Le journal de voyage) en XIIIe siècle.
- İNAN, Afet. — Histoire économique de l'Empire Turc - Ottoman, Istanbul, 1941.
- KARAL, E.Z. — Tanzimattan evvel garphlaşma hareketleri (Tanzimat, 1938)
- KAYNER, REŞAT — Mustafa Reşit paşa ve Tanzimat, 1954
- KESSLER, G. — İçtimai siyaset, 1945.
- KESSLER, G. — Zonguldak işçileri, 1945.
- KESSLER, G. — Kooperatifçilik, 1940.
- KÖPRÜLÜ FUAD — Türkiye iktisat ve hukuk dergisi, 1936.
- LE GENİSSEL — Perspectives sociales du Proche-Orient, 1953.
- MAKAL, MAHMUT — Bizim köy (A village in Anatolia, traduit en anglais par Wyndham Deedes en 1954)
- MERITCH, RIFKI M: — Ehli hiref defterleri (Les registres des corporations en turc)
- NAŞIT, Dr. — Mısırçarşısı (Le bazar d'Egypte) en turc, non publié
- PLANHOL, XAVIER de — les migrations du travail en Turquie, 1952.
- PUISSANT, A. — L'urbanisme et l'habitation, 1945.
- REFİK, AHMET — İstanbul hayatı (e.ı turc, 13 ème siècle de l'hégire), 1914.
- REFİK, AHMET — İstanbul hayatı (en turc 11ème siècle de l'hégire), 1916.
- SAGUN, KADRİYE — Antakya, travail non publié
- STIRLING, P. — The social structure of Turkish peasant communities, 1952  
partiellement traduit en turc par Ülken et publié dans la revue " Türk Düşüncesi " 1953.
- SUNGUR, İSHAK — Harput - Elâzığ (monographie d'une ville) en turc sous presse
- SABAHATTİNE, PRİNCE — Türkiye nasıl kurtarılabilir (traduit en anglais, sous presse )
- SARÇ, Ö. C. — Türkiye Ekonomisinin Genel Esasları, 1944.

- SARÇ, ÖMER CELÂL — İstanbul Ticaret Odası aile bütçesi anketi, 1954, [Enquête du budget familial basées sur les données de la Chambre de Commerce d'İstanbul] en turc
- ŞANDA, AVNİ — 1908 de Ecnebi Sermayesine karşı kalkınmalar, 1936.
- SMITH, W. C. — Modern Turkey. Islamic Reformation, 1951.
- SOMBART, WERNER — Le socialisme allemand, trad. de Walter, 1938.
- SOROKİN, P. — Social Mobility, 1928.
- ŞERİF, MUZAFFER — Değişen Dünya, en turc 1943, İstanbul.
- TANYELİ, AYDA — İçtimai tabakalarda yükselme hâdisesi (Revue de sociologie, 1952).
- TANOĞLU, ALİ — 1950 göçmenleri, 1955 (The refugees of 1955, traduit en anglais
- TOHAGATAY, N. — Fütüvvet ve ahilik (thèse d'habilitation de l'Université d'Ankara, 1951) en turc
- TCHİLLOV, S. — Denizli'de dokumacılık, 1949.
- TUNA, ORHAN — İstanbul Küçük Sanayii ve Bugünkü Meseleleri, Kitap 1, 1950. (en turc)
- TEMEL, BİLGE — Greek-Turkish Population exchange, 1949.
- TAŞKINGÖL, FATMA — Manisa (Monographie d'une ville, thèse de doctorat non publiée), 1949.
- THORNBURG. — How can Turkey be redressed (traduit en turc)
- TONGAS, GÉRARD — La Turquie moderne, 1936
- TOYNBEE, — Civilisation on trial, 1949
- ÜLKEN, H. Z. — L'agriculture mécanisée et sa répercussion sociale, 1956
- ÜLKEN, H. Z. — La formation des villes dans l'Empire Ottoman, 1939 Bucarest
- ÜLKEN, H. Z. — Osmanlı İmparatorluğunda toprak sistemi, 1938 (paru dans la revue " İnsan ")
- ÜLKEN, H. Z. — La bibliographie des études des réfugiés en Turquie (communic. pour le congrès des réfugiés, 1954).
- ÜLKEN, H. Z. — Malatya. Monographie d'une ville, (non publié, en turc)
- WARNER LLOYD and PAUL S. LUNT — Yankee City, Series, 6 vols. 1941-47.
- WEBLEN — The Theory of the Leisure Class. 1924.

**R e v u e s :**

- Bulletin International des Sciences Sociales, depuis 1949 jusqu'à 1956
- Revue de sociologie (İstanbul, en turc et en français)
- Forum (1953 - 55)
- Siyasî İlimler Mecuası, 1940 - 1956
- Publications des sciences sociales du Proche - Orient (Unesco)
- Publication du Ministère de l'Education Nationale :

Turkish Women. 1937

Turkey on the way of Industrialisation. 1937

La Turquie Kémaliste, revue parue entre 1931 - 1938

Public Instruction in the Republic of Turkey, 1936

Publication du Ministère de l'Economie :

Türk çiftçisinin istihsal ve geçinme vaziyeti, Ankara 1938

Türkiye'de gıda maddeleri fiyatları ve geçinme masrafları, 1938

Konjonktür Dergisi (Revue de la Conjoncture) 1954 - 1955

Publications du Ministère de l'Agriculture :

Türk ziraat tarihine bir bakış, écrit par M. İhsan Sungu, Conseiller du  
Ministère de l'Education Nationale. 1938.

Publications de la Direction Générale de Statistique :

Statistiques de 1927

Statistiques de 1945

Statistiques de 1950

Publications du Ministère des Travaux Publics :

İş ve meslekler Kılavuzu (Guide des travaux et des professions)

Revue de la Chambre de Commerce d'Istanbul (Ticaret Odası Dergisi)

Mass Communications Audiences in Turkey (Bureau of applied Social Research,  
Columbia University, 1951)

Les articles parus dans le livre de Commémoration pour le 100ème anniversaire  
du Tanzimat sont désignés par les mots " Tanzimat, 1938 ".